

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATIONL'UNISSON
AUSTRO-ALLEMAND

« Dans l'intérêt même de l'alliance austro-allemande, il faut que seules l'Allemagne et la Russie s'entendent au sujet de la Pologne. Ensuite, ce sera à l'Allemagne à donner à l'Autriche, pour la solution des questions galiciennes, toute l'aide imaginable, et l'Autriche aurait la liberté de mettre toutes ses forces à la tâche où est son avenir : l'organisation des Balkans, le développement du commerce danubien, la liaison organique des puissances centrales avec la Turquie. Le visage politique de l'Autriche n'est pas tourné vers les plaines russes, mais vers les Balkans. »

Ainsi s'exprime, dans la *Kreuzzeitung* du 28 novembre, Otto Hoetzsch, qui interprète en matière de politique générale les vues des hobereaux conservateurs et luthériens de Prusse. Il serait malaisé de faire tenir plus de choses en moins de place, et je ne vois pas que depuis le début de la guerre un texte diplomatique plus chargé de sens ait été offert aux méditations des hommes qui s'intéressent en quelque mesure aux affaires polonaises. Toute l'histoire passée, présente et future de la Prusse est dans ces quelques lignes, et aussi tout le drame de la Pologne, et aussi tout le tableau des mortels dangers auxquels cette Pologne se trouverait exposée s'il lui arrivait jamais, par lassitude, de céder aux invitations des empires centraux.

Aujourd'hui, certes, elle est lasse. Les actes libérateurs se font attendre. Les mots eux-mêmes, les mots décisifs et solennels qui seraient le serment public de l'humanité à cette martyre, on ne les a pas entendus. La Russie l'a proclamée libre, mais elle n'a pas coupé un fil de ses liens. Elle avait là-bas, par centaines de mille, des enfants valeureux qui brûlaient de venir l'affranchir, et il faut qu'ils déposent les armes. Le germanisme et le bolchevisme l'étreignent, l'étouffent. Elle regarde vers l'Occident. Pas un geste.

Faut-il désespérer? Allons donc! Si l'Occident ne dit rien, Otto Hoetzsch parle. Et si votre mémoire est bonne, et si votre esprit est bien fait, et si votre cœur est à sa place, vous trouverez plus de motifs d'espoir et plus d'encouragements à la patience dans les propos de ce Junker que dans les plus belles déclarations des chancelleries alliées.

Nul n'ignore — sauf peut-être certains diplomates — que la question polonaise est la principale difficulté dans les rapports de l'Allemagne et de l'Autriche. D'innombrables conversations ont eu lieu entre les compères sur ce point-là, depuis le début des hostilités. Elles n'ont fait qu'accuser les divergences et creuser le fossé. Seulement, quand on se disputait, on fermait les portes. Après les gros mots, on sortait bras dessus bras dessous, et les agences soulignaient

le parfait accord des « Etats du Centre ». Devant l'opinion, depuis trois ans, l'air de la question polonaise a toujours été chanté à l'unisson par le Ballplatz et la Wilhelmstrasse. Et certains auditeurs, ma foi, étaient dans le ravissement. Quelle touchante harmonie de voix! Et là-dessus on faisait un syllogisme. L'Autriche veut le bien des Polonais; or, l'Autriche et l'Allemagne chantent dans le même ton; donc l'Allemagne veut le bien des Polonais. L'alliance austro-allemande sera notre salut. Nous allons nous accrocher aux Habsbourg. Que peut-on leur refuser à Berlin? Ce qu'on ne voudra pas nous accorder pour l'amour de nous, on nous l'accordera pour l'amour d'eux.

Les apparences, pendant de longs mois, ont donné raison à ce système. Le jeu de l'unisson était pour l'Allemagne et pour l'Autriche un moyen de tenir l'estrade et de divertir les badauds aussi longtemps que la situation militaire et politique ne leur permettait pas d'offrir un règlement sérieux de la question polonaise.

Et voici, maintenant, que tout a changé. Les événements de Russie ouvrent à l'Allemagne d'admirables perspectives. Un accord apparaît possible avec la république slave. Adieu la parade et le duo. On se tourne vers le partenaire naïf qui prenait au sérieux les démonstrations publiques de solidarité, et on lui dit ce que dit l'Otto Hoetzsch de la *Kreuzzeitung*:

— La question polonaise? C'est affaire entre moi, la Prusse et la Russie. Assez de plaisanterie. As-tu pu croire tout de bon que je te laisserais dire ton mot sur Varsovie, Vilna et Mitau? Tu ne te rappelles donc pas que le partage de la Pologne, c'est nous, Berlin et Pétersbourg, qui l'avons fait, et que tu n'as été bon qu'à ramasser les morceaux en pleurant? Tu as donc oublié que c'est nous qui avons fait le traité de Vienne, nous qui avons étouffé les insurrections de 1830 et de 63, et que tu n'as fait, toi, qu'hésiter et traîner à notre remorque? Tu ne sais donc pas que toute Russie nous est bonne, pourvu que sa main étouffe la Pologne en serrant la nôtre? Cette Pologne, nous lui avons pris beaucoup de blé, mais nous lui avons donné deux patentes. Elle nous hait. Il ne faut pas qu'elle remue. Vois-tu, ne t'en mêle pas. Berlin et Pétersbourg connaissent la besogne. Pense donc! Un siècle et demi d'expérience! Avec Lenin, il y aura peut-être moyen. Tourne ailleurs ton « visage politique ». Que de belles choses je vois pour toi du côté de la Macédoine et de la Mer Noire! Au fond, tu n'aurais jamais dû t'occuper que de cela. Je sais bien, il y a l'affaire de Galicie. Compte sur moi, tu sais combien je t'aime. Mais par Dieu, si tu veux que nous restions bons amis, ne te mêle pas de mes affaires.

Qu'en dites-vous, austrophiles impénitents? Vous flattiez-vous de l'illusion que les formules de votre programme éluderaient l'impitoyable logique qui veut, depuis le jour où la question polonaise est posée, que la Prusse y soit le principal intéressé? Vous imaginiez-vous que la

Prusse renoncerait jamais à causer avec la Russie, que cette Russie fût tsariste, démocratique ou anarchique? Pouviez-vous croire que, par un miraculeux revirement de choses, l'Autriche qui a toujours joué le second rôle dans le drame polonais au moment où elle était libre de ses actes, viendrait à y jouer le premier rôle au moment où elle est entièrement domestiquée par Berlin!

Au milieu de leur immense détresse, privés de l'appui et des engagements auxquels ils ont droit, les Polonais trouveront dans les propos du journaliste de la *Kreuzzeitung*, en les méditant soigneusement, le réconfort dont ils ont besoin. Car de deux choses l'une, ou les Etats du Centre seront vaincus, et alors la question polonaise sera tranchée par l'Entente, ou les Etats du Centre seront vainqueurs, et alors la question polonaise sera tranchée par la Prusse.

Par la Prusse! Ce mot secoue d'horreur la Pologne. L'autre jour, dans une feuille de Cologne, un Allemand faisait des grâces aux Polonais. Avec tact et habileté, il s'avisait, à la fin de son article, de citer une phrase de... Bismarck: « Renoncez aux mirages, contribuez sincèrement à l'œuvre commune, et vous trouverez nos bras ouverts. » — « Dans les bras de Bismarck! s'écrie avec effroi et dégoût un grand journal de Cracovie. Dans ces bras, — tout Polonais le comprend, — ne pourrait tomber que le cadavre de la Pologne. »

Henri SIGISMOND.

NOS BRAVES

Nicé Stanislas, volontaire polonais, ex-légionnaire, vient d'être cité à l'ordre de la division:

« Légionnaire d'une grande bravoure et d'un grand courage. A participé aux offensives de Champagne 1915 et 1917 et de la Somme 1916, faisant toujours l'admiration de ses chefs et de ses camarades par son entrain et sa bonne humeur. »

(Ordre général n° 65 de la division du Maroc du 4 octobre 1917.)

Stern Henri, volontaire polonais, légionnaire de 2^e classe, vient d'être cité à l'ordre du régiment:

« A fait preuve de dévouement en pansant des blessés sur la ligne de feu et bien que blessé lui-même au cours du combat de Gavato (Serbie) le 12 décembre 1915. » (Décision du 3 février 1916.)

Piskorski Władysław, légionnaire Mⁿ 42274, volontaire polonais, vient d'être cité à l'ordre du régiment:

« Soldat brave et dévoué, a été grièvement blessé le 17 avril 1917 en se portant bravement à l'attaque des tranchées allemandes. » (Ordre N° 412 du 28 juin 1917.)

Szymański Léon, volontaire polonais, « bayonnais », réformé pour blessures de guerre, vient d'obtenir une citation à l'ordre du jour de la Division:

« Légionnaire brave et ardent, toujours volontaire pour les missions périlleuses, s'est fait remarquer à l'assaut des « Ouvrages Blancs » le 9 mai 1915. Grièvement blessé. » (Ordre n° 28 du 28 février 1917.)

La Coopération industrielle de la France et des Pays Alliés

La guerre actuelle nous a appris beaucoup de choses. Elle a démontré, et nous avons payé cher cette leçon, qu'une organisation préparée systématiquement pendant de longues années était en état, même si elle arrivait à disposer de ressources inférieures au point de vue numérique, de résister à la pression d'un adversaire plus énergique, plus courageux et plus puissant, mais réduit par son imprévoyance à improviser tout ce qui de l'autre côté aura été mûrement et de longue date élaboré.

Fort des résultats que leur aura donnés cette méthode au point de vue militaire, les Allemands n'auront pas manqué de procéder de la même manière dans le domaine économique. Les premiers coups de canon retentissaient à peine en 1914, qu'ils songeaient déjà à l'après-guerre et à la lutte qu'ils auront à soutenir contre l'expansion que, la paix une fois conclue, les Alliés voudront donner à leur commerce et à leur industrie.

Non contents de se tenir sur la défensive, ils songent dès aujourd'hui à reconquérir la situation privilégiée qu'ils occupaient avant la guerre sur le marché mondial.

Les Alliés ne se laisseront pas prendre cette fois-ci à l'improviste. Parallèlement à la victoire sur le terrain militaire, ils préparent leur triomphe économique. Les initiatives privées se multiplient pour grouper les ressources et coordonner les efforts dans la lutte que nous aurons à soutenir après la guerre contre l'industrie allemande.

Une de ces initiatives est due à notre compatriote, M. Jean Budkiewicz, qui a élaboré le plan de « La coopération industrielle française et des Pays Alliés ».

Il base cette coopération sur l'ensemble d'intérêts communs qui existent aujourd'hui et existeront à l'avenir entre les industriels des pays alliés. Ces industriels se considéraient jusqu'ici à tort comme des rivaux. Chacun d'eux agissait pour son propre compte et gardait jalousement le secret de sa fabrication et la provenance des produits bruts nécessaires à son industrie.

M. Jean Budkiewicz démontre d'une manière éloquente que ces industriels sont tous également intéressés dans l'achat de la matière première, qu'une bonne organisation des transports, du crédit, de la fabrication et de la vente de leurs produits doit les préoccuper tous au même degré, qu'enfin leur objectif commun est la clientèle qui ne demande qu'une chose, c'est que le produit soit bon et à bon marché.

Pour satisfaire ces exigences, il faut donc agir sur le prix de revient du produit en réduisant les frais de production par les moyens qui sont à la portée immédiate des industriels alliés. Il faut les réunir en coopératives par branches analogues de leur fabrication et sur le terrain de leurs intérêts communs.

Cette coopération ne doit pas porter exclusivement sur le terrain industriel. Elle doit s'étendre également aux opérations financières. Une économie sensible peut être réalisée sur l'escompte, les émissions, les frais d'encaissement, le change et les avances à court terme si, une fois organisée, la nouvelle coopérative sait s'entendre avec les groupements financiers et leur imposer ses conditions.

M. Jean Budkiewicz ne se borne pas à ces mesures d'ordre technique et financier. Son programme s'étend plus loin. Il va à la source

des choses en préconisant un remaniement complet de l'enseignement professionnel qu'il veut obligatoire pour tous les enfants de 10 à 15 ans. Il suffit de savoir lire, écrire et connaître les quatre opérations pour être admis à cet enseignement sans concours préalable.

Une telle réforme de l'enseignement professionnel rendrait à l'industrie des services immenses en préparant des cadres de travailleurs qu'il sera facile de familiariser avec tous les détails et l'ensemble de la fabrication.

L'ouvrier sortant de ces cadres cessera d'être « une machine » effectuant son travail automatiquement sans s'y intéresser autrement que parce qu'il rapporte tant et tant par semaine. Il se solidariserait avec le but final de l'industrie, parce qu'il le comprendra mieux, grâce à la préparation reçue par l'enseignement professionnel. C'est ici que se pose le problème d'une coopération étroite entre le Travail et le Capital qui doivent devenir des associés dans le sens vrai du mot.

M. Jean Budkiewicz résout ce problème en préconisant une participation effective de l'ouvrier aux résultats obtenus par l'industrie à laquelle il sera employé. Suffisamment préparé par l'enseignement professionnel, l'ouvrier fera l'apport à l'entreprise industrielle de ses qualités morales, intellectuelles et physiques, apport constituant en réalité un capital dont le montant pourra être évalué sous la forme de titres ou d'actions de l'entreprise.

Dans ces titres ou ces actions, l'ouvrier verra tout son avenir; sa solidarité avec l'entreprise deviendra inaltérable; le rendement de son travail dépassera de beaucoup la moyenne et contribuera par ce fait à la réduction du prix de revient du produit.

L'idée de M. Jean Budkiewicz a trouvé un accueil favorable dans les milieux industriels des pays alliés et une Association a été déjà fondée en vue de procurer le concours nécessaire à sa réalisation.

Cette Association a été placée sous la présidence de M. Octave Noël, Administrateur délégué des Messageries Maritimes et Vice-Président de la Fédération des Industriels Français, et de M. Jean Weber, Directeur Général de la Compagnie Sangha-Oubangui. Grâce au puissant concours de MM. Noël et Weber, l'Association se développe très rapidement.

Nous ne doutons pas que forte d'un concours si précieux l'initiative de notre compatriote entrera dans une voie de réalisation rapide et que le jour où la guerre sera finie les Allemands se trouveront en présence d'une puissante organisation commerciale et industrielle qui saura tenir tête à toutes leurs tentatives d'emprise économique.

PAUL DE NIC.

ARMÉE POLONAISE

LES NOMINATIONS

Du Journal Officiel du 4 décembre :

Par décision ministérielle en date du 23 novembre 1917 et par application du décret du 4 juin 1917, est nommé au grade de **sous-lieutenant** à titre temporaire dans l'Armée Polonaise :

M. GRZYBOWSKI (B.), chasseur polonais.

Nous sommes acheteurs de boîtes en carton. Dimensions minimum : 30 x 42 ctm. S'adresser aux bureaux de **POLONIA**.

Les événements de Pologne

— Le ministère Kucharzewski est constitué.

On mande de Varsovie, 7 décembre, de source allemande :

La liste ministérielle polonaise a été confirmée hier par le Conseil de Régence.

Sont nommés :

Président du Conseil : M. Jean Kucharzewski.

Intérieur : M. Jean Stecki.

Justice : M. Stanislas Bukowiecki.

Finances : M. Jean Stachowiecki.

Cultes et instruction publique : M. Antoine Ponikowski.

Ravitaillement : M. Etienne Przanowski.

Agriculture et domaine de la couronne : M. Joseph Mikulowski-Pomorski.

Industrie et commerce : M. Jean Zagleniczny.

Prévoyance sociale et protection du travail : M. Stanislas Staniszewski.

— La politique de M. Kucharzewski.

M. Kucharzewski, président du conseil, a fait les déclarations suivantes aux représentants de la presse polonaise :

La tâche du gouvernement actuel est d'autant plus difficile que nous n'avons pas pour le moment de gouvernement dans le vrai sens du mot.

Dans les circonstances actuelles, la création d'une armée nationale par recrutement est d'une importance capitale, un devoir sacré envers le pays.

La convocation de la Diète introduira le peuple dans la vie politique; mais auparavant il faut convoquer un Conseil d'Etat. C'est la représentation populaire seulement qui pourra prendre des décisions définitives au sujet de notre avenir.

Notre gouvernement doit être vraiment démocratique. Mon intention est de garder le contact dans toutes les branches de l'administration avec les représentants du peuple.

Je n'ai aucune appréhension au sujet de l'introduction de larges réformes politiques et sociales.

Le président a déclaré également vouloir entretenir de bonnes relations avec les israélites polonais.

— Le Conseil de Régence et les légionnaires internés.

La Nouvelle Gazette de Zurich apprend de Cracovie que le Conseil de Régence a décidé de s'occuper de l'affaire des légionnaires internés à Benjaminów, à Szczepiorn et dans d'autres camps, et de faire des démarches pour la délivrance du brigadier-général Pilsudski. Le Conseil de Régence considère ces questions comme un tout; il a déjà prié les autorités allemandes de lui fournir la preuve de la culpabilité de Pilsudski et des organisateurs de l'armée polonaise.

La question des Légions polonaises a été également traitée ces jours derniers au Club polonais, à Vienne, où il a été décidé dans une assemblée plénière de s'efforcer d'obtenir une audience de l'empereur pour lui exposer les désirs et les réclamations qu'ont exprimés à maintes reprises les représentants du peuple polonais et qui n'ont jamais été pris en considération jusqu'ici malgré les promesses réitérées du ministre des Affaires étrangères.

Dans ce but, le Club polonais a déjà pris contact avec le Conseil de Régence. L'opinion publique de toute la Pologne suit avec le plus grand intérêt les efforts coordonnés du Conseil de Régence et du Club polonais.

— La situation politique à Varsovie.

Le correspondant varsovien du *Naprzód* (En avant), organe socialiste de Cracovie, caractérise comme suit la situation politique à Varsovie :

« Comme il était à prévoir, la formation du cabinet n'avance que très lentement et n'est pas encore sortie de la phase des conférences préliminaires. »

« Pour le moment on sait que la participation du comte Adam Tarnowski au premier cabinet polonais a été écartée. Il semble aussi que n'y entrera aucun représentant du Club politique des Partis. En tout cas l'entrevue de M. Kucharzewski avec les délégués officiels de ce Club n'a donné aucun résultat positif. »

« Le peu d'empressement des éléments responsables aussi bien de la droite que de la gauche à s'engager dans le gouvernement en formation, s'explique par des motifs généraux : le manque dans la situation du pays de tous changements espérés en liaison avec la réalisation de l'acte du 12 septembre. Tout est resté en le même état que sous

le Conseil d'Etat provisoire. *Le sentiment de l'impuissance totale des facteurs polonais gagne des sphères de plus en plus larges, ce qui se répercute dans les milieux appelés à former le gouvernement.* »

— **Le Club politique des Partis persiste dans l'attitude observée jusqu'ici. — Résultat négatif des pourparlers avec M. Kucharzewski.**

M. Kucharzewski confère avec les partis et groupes politiques, afin d'aboutir à la formation du premier gouvernement polonais dans la partie du Royaume de Pologne composée des gouvernements généraux allemand et austro-hongrois. Vient d'avoir lieu, entre autres, une entrevue de M. Kucharzewski avec le *Club politique des Partis*, représentant, comme on le sait, l'immense majorité du pays. A cette entrevue, M. Kucharzewski a fait un exposé détaillé de son programme. Après avoir déclaré qu'il considère sa mission comme excessivement difficile à remplir et que son programme ne peut être mis à exécution qu'avec l'appui de tous, il a fait ressortir la nécessité de prendre pour base l'acte du 5 novembre. Passant ensuite à la question de l'armée polonaise, il est d'avis que la création d'une armée polonaise peut être réalisée en appelant sous les drapeaux trois ou quatre classes, c'est-à-dire environ 400.000 hommes, et qu'elle est indispensable, dans le plus bref délai possible, avant même que le nouveau Conseil d'Etat se réunisse; de plus, cette armée devrait être employée sur le front oriental « entre autres, en regard à la nécessité de se protéger des influences de la révolution sociale russe ». Répondant à plusieurs interpellations, M. Kucharzewski a affirmé que cette armée serait organisée par un corps d'officiers polonais, mais placée toutefois sous le commandement en chef du général von Beseler, gouverneur général de Varsovie.

La *Gazeta Poranna* (Gazette du Matin), organe des démocrates nationaux de Varsovie et, par conséquent, disposant de sûres informations en ce qui regarde le *Club politique des Partis*, donne le compte rendu de l'exposé fait par M. Kucharzewski à la conférence avec le Club, et le termine par cette laconique conclusion : « la conférence a eu le caractère d'un franc échange d'idées, mais n'a abouti à aucun résultat. »

Le lendemain de cette entrevue — à ce que nous apprend le même journal — deux des organisations qui sont groupées dans ce Club : le Parti de la politique réaliste et le Parti progressiste polonais, ont tenu une réunion générale de leurs membres, dans laquelle « ont été votées à l'unanimité des résolutions approuvant fortement l'attitude politique observée jusqu'à ce jour, en commun avec tous les autres partis groupés dans le Club Politique des Partis ».

Ensuite a eu lieu une assemblée plénière du Club même, où, au cours de débats animés, est apparue « la conformité des vues dans tous les discours des membres présents », et où les « résolutions votées ont un caractère fort et catégorique ».

Ces résolutions n'ont pas encore été publiées; on sait seulement que le Parti de la Politique Réaliste a envoyé une députation à Mgr Kakowski, membre du Conseil de Régence, pour lui faire part de l'avis du parti touchant le programme de M. Kucharzewski et souligner expressément la nette opposition du parti à ce programme.

Le *Kurier Codzienny* (Courrier Quotidien) de Cracovie ajoute au compte rendu de la conférence de M. Kucharzewski avec le Club Politique des Partis que non seulement on n'en est arrivé à aucune entente, mais que le Club a déclaré que serait rayé de la liste de ses membres quiconque accepterait de faire partie du nouveau gouvernement.

— **Le Club parlementaire polonais de Berlin et la délégation des germanophiles de Varsovie.**

Ainsi que l'ont annoncé plusieurs télégrammes de l'Agence Wolff, s'est rendue à Berlin une délégation de quelques groupements politiques de Varsovie qui, à l'encontre des aspirations réelles de la nation polonaise, tendent à nouer des relations étroites entre les Polonais et l'Allemagne. L'organe polonais de Berlin, *Dziennik Berliński*, nous donne de brèves informations sur le séjour de ces personnalités dans la capitale allemande et rapporte entre autres qu'elles ont été invitées chez le prince Ferdinand Radziwiłł, président du Club polonais du Reichstag, où « s'est produit un vif échange d'idées entre les hôtes varsoviens et les députés polonais aux Corps parlementaires de Berlin ». Le *Dziennik Berliński*, sans entrer dans aucun détail au sujet de cet « échange d'idées », se borne à constater que « les avis étaient diamétralement opposés et que toute entente s'est montrée irréalisable ».

— **Le Vatican et la question polonaise.**

On écrit de Lwów (Léopol) au *Dziennik Berliński* (Journal de Berlin — polonais) :

Récemment une députation de la Démocratie nationale s'est rendue chez Mgr l'archevêque Bilczewski pour le prier de vouloir bien intervenir auprès de la Curie romaine en faveur de la cause polonaise; la députation s'est montrée fort inquiète de ce que la question polonaise dans les propositions de paix du pape avait été mise sur le même rang que la question arménienne, sur le terrain de la philanthropie pure, et en passant sous silence les aspirations nationales polonaises. Aussi, la députation a-t-elle demandé à l'archevêque de Lwów d'intercéder auprès du Saint-Siège afin que celui-ci modifie son attitude dans la question polonaise.

BULLETIN

« Encore des « révélations » de Trotzky. »

Les journaux du 10 courant, et notamment l'*Eclair*, publient, à propos de la publication des documents actuels à Petrograd, une note officielle transmise par l'Agence Havas :

Parmi les documents diplomatiques livrés à la publicité par M. Trotzky, figure un télégramme du 11 mars 1917, par lequel l'ambassadeur de Russie à Paris annonçait à son gouvernement que le gouvernement français reconnaissait à la Russie toute liberté pour la fixation de ses limites occidentales.

Cette publication a été exploitée par la presse allemande et par les organes germanophiles sur lesquels le gouvernement de Berlin exerce son action, comme révélant de notre part des desseins perfides à l'égard de la Suède et de la Pologne. Elle a été signalée comme une preuve que, d'une part, la France laisserait la Russie dépouiller la Suède de la province du Nordland et de ses mines de fer, et que, d'autre part, elle sacrifierait aux revendications usurpatrices de la Russie les droits territoriaux de la Pologne.

Il faudrait le vouloir pour se laisser prendre à cette manœuvre. Il est évident, en effet, en ce qui concerne la Suède, que la latitude laissée à la Russie sur ses frontières occidentales ne pouvait comporter en aucune mesure la liberté de s'annexer une partie quelconque du territoire d'un pays neutre. La formule rapportée dans le télégramme de M. Izwolsky ne pouvait s'appliquer qu'aux frontières contiguës aux territoires ennemis (c'est nous qui soulignons).

En ce qui concerne la Pologne, la supercherie est plus grossière encore (?). Il suffit de se rappeler les promesses solennelles faites aux Polonais par le gouvernement russe et les déclarations répétées de la France pour comprendre que la création promise d'un Etat polonais excluait toute possibilité d'une fixation de la frontière russe à son détriment. Les Polonais, qui savent que les Alliés considèrent la restauration de la Pologne dans toute sa plénitude, constitue l'un des éléments essentiels de l'équilibre de la future Europe, ne peuvent se tromper un instant sur le but intéressé des commentateurs tendancieux de la presse germanique.

Nous voulons bien croire aux affirmations de la note qu'on vient de lire, mais nous nous permettons de remarquer que nulle part la frontière occidentale russe ne touchait aux territoires ennemis proprement dits. Quel pouvait être donc l'esprit véritable des négociations entre M. Paléologue et M. Pokrowsky, dont la dépêche du 11 mars de M. Izwolsky fut le résultat, sinon une annexion « la part de la Russie faite au détriment des aspirations de la nation polonaise » ?

« Le comte Czernin et la Pologne. »

Mardi, 4 décembre, l'empereur Charles a reçu les deux délégations. Il a prononcé à cette occasion une allocution dans laquelle il a affirmé que François-Joseph n'avait pas voulu cette guerre, mais qu'il n'avait fait que relever le défi des ennemis quand il vit que la guerre était inévitable.

Puis le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, a célébré « l'ancienne et étroite alliance avec l'Allemagne », ainsi que les alliances nouvelles avec la Bulgarie et la Turquie.

En parlant de la Pologne il a dit notamment :

Les succès militaires des Etats du centre ont permis la reconstitution du Royaume de Pologne qui, comme sentinelle avancée de la civilisation occidentale, aura une grande mission à remplir pendant la guerre. L'organisation de l'Etat polonais ne peut se faire que progressivement. Quand, à la conclusion de la paix, les obstacles auront disparu, la Pologne pourra décider d'elle-même et de son avenir comme Etat. Nous ne voulons pas douter de la direction ou des penchants d'intérêts qui l'attireront.

« Un Congrès slave en Russie. »

Le Congrès général slave, auquel 2.000 personnes prirent part, se réunit à Moscou.

Les nations polonaises, tchèques, slovaques et d'autres envoyèrent des délégués. Le général Broussilow fut nommé président du congrès. Dans la première séance les délégués traitèrent différentes questions et exposèrent la certitude que seule la victoire des Alliés pouvait apporter l'affranchissement des peuples slaves.

« M. Lednicki destitué. »

L'Agence de Presse Russe de Berne annonce à la date du 30 novembre que M. Alexandre Lednicki, président de la Commission de Liquidation des intérêts polonais, a été destitué et remplacé par l'avocat Kozłowski. L'opinion publique russe s'occupait beaucoup un certain temps de Kozłowski qui joua un rôle dans la révolution de juillet et fut livré au parquet pour avoir entretenu des rapports illicites avec l'ennemi.

« Le Foyer du Soldat Polonais. »

L'Association du « Foyer du Soldat Polonais », créée sur l'initiative du comte Miécislas Orłowski, a procédé Dimanche, le 9 courant, à l'ouverture du premier « Foyer », 21, rue Jacob.

Une assistance nombreuse avait répondu à l'appel du comte Orłowski. On remarquait les personnalités les plus éminentes de la colonie polonaise à Paris.

Le comte et la comtesse aidés de leurs filles faisaient les honneurs du nouveau local, où les soldats polonais permissionnaires pourront loger pendant leur séjour à Paris. Ils y trouveront une cuisine saine et abondante, des journaux, des livres et tout ce dont ils auront besoin pour passer utilement leur permission.

Les soldats polonais ont tenu à remercier le comte Orłowski de sa généreuse initiative. Une délégation arrivée à cet effet du camp des troupes polonaises, lui a offert une plaquette gravée artistiquement et portant une image symbolique de la Pologne Unifiée et Indépendante.

Puis, le Général Archinard, chef de la Mission Militaire Franco-Polonaise, a retracé dans une courte allocution les mérites du lieutenant Orłowski, à l'initiative duquel l'armée polonaise devra cette belle institution. « Une pierre de plus, a-t-il dit, est venue s'ajouter à l'édifice auquel nous travaillons tous et qui sera couronné par la reconstitution de la Pologne Unifiée et Indépendante dans ses frontières historiques de 1772. » Une série de chants patriotiques français et polonais exécutés par des officiers et des soldats de l'armée polonaise terminèrent la cérémonie.

« Les conférences du marquis de Dampierre. »

M. le marquis de Dampierre, archiviste-paléographe bien connu, a fait au Collège Libre des Sciences Sociales une série de trois conférences sur *La France et l'Unité Polonaise*. M. de Dampierre, qui est un ami fervent de la cause polonaise, a soutenu dans ses conférences les thèses suivantes :

1° La Pologne est non pas une nationalité en formation ou en reconstitution, mais bien une nation organisée, dont l'histoire manifeste, du Moyen Age à nos jours, une activité sans interruption, caractérisée par une opiniâtre résistance à la Prusse, son principal ennemi.

2° La Pologne est non pas une région purement agricole et encore arriérée, mais bien un pays qui, reconstitué dans son intégralité géographique, posséderait la houille, le fer, le pétrole, les banques, les villes industrielles et les ports capables de lui assurer son indépendance.

3° La Pologne unifiée, libre et puissante, sera, dans l'avenir comme dans le passé, le point d'appui nécessaire de la politique française, pour contenir le germanisme et stabiliser enfin l'Europe orientale bouleversée.

Les conférences de M. le marquis de Dampierre ont obtenu un grand succès.

PEINTURE POLONAISE

Nous éditons cette année, à la place de *Polonia-Noël* traditionnel, une œuvre plus considérable. Nous avons voulu faire connaître l'art polonais au public français et, dans ce but, nous n'avons reculé devant aucun obstacle. Avec le concours de l'Imprimerie d'Art I. Lapina, nous avons exécuté une série de cinquante magnifiques reproductions en couleurs fac-similé des meilleures œuvres des peintres contemporains polonais. Chaque reproduction est accompagnée d'une description et d'une étude critique sur son auteur (en français et en polonais), dues à la plume de T. Jaroszyński, écrivain polonais bien connu, mort en 1917. On trouvera à la dernière page la liste complète de ces œuvres et de leurs auteurs.

Nous espérons que notre collection trouvera le meilleur accueil parmi nos abonnés et amis. La « *Peinture Polonaise* » est le meilleur cadeau qu'on puisse faire pour la Noël ou pour les étrennes. C'est aussi le meilleur moyen de propagande. On peut voir dans nos bureaux (de 3 à 6 heures de l'après-midi) les spécimens de la « *Peinture Polonaise* ».

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Discours de M. Ladislas Seyda, député polonais au Reichstag.

Pendant la discussion qui suivit le discours du chancelier, comte Hertling, prit la parole, entre autres, M. Ladislas Seyda, vice-président du Club polonais. Après avoir souligné l'importance des énonciations du chancelier et exprimé l'assentiment du Club aux projets de lois et de mesures administratives à l'effet de restaurer les libertés de la vie publique, il passa aux questions de nature politique et s'exprima en ces termes :

« Le chancelier dans son exposé de la situation de guerre et des affaires extérieures a fait une déclaration qui provenait de sa bouche à un poids extraordinaire. Il a dit :

« En ce qui touche la Pologne, la Courlande et la Lithuanie, autrefois sous le sceptre du tsar, nous respectons le droit de ces nations à décider d'elles-mêmes. Nous espérons qu'elles se donneront elles-mêmes ces organisations d'Etat qui répondent le mieux à leur situation et aux tendances de leur culture. D'ailleurs toutes ces choses sont encore en suspens. Les bruits qui récemment ont couru dans la presse, précédant de beaucoup les faits ».

« Le chancelier — continue M. Seyda — avait sans doute en vue dans ces dernières paroles les notes qui ont paru dans les journaux en corrélation avec la dernière séance du Conseil de la Couronne. D'après les déclarations du chancelier nous voyons qu'il n'admet pas que le sort de peuples entiers dépende d'une politique de cabinet, et qu'on ôte ainsi à ces nations la possibilité de décider elles-mêmes de leur avenir, — mais qu'il est plutôt partisan du principe du droit des nations à décider d'elles-mêmes, droit que, nous aussi, nous envisageons toujours comme le fondement des rapports mutuels entre les nations. Que le chancelier de l'Empire allemand reconnaisse ce principe si contesté jusqu'à ce jour comme base de la reconstruction du futur ordre mondial, c'est ce que nous saluons comme un fait très important, très réjouissant. Evidemment ce principe ne devrait pas pour des considérations opportunistes être seulement applicable à certains pays, mais il doit être reconnu valable pour tous les pays, pour toutes les nations, si l'on veut qu'il apporte à l'humanité une véritable paix durable. »

— Les légionnaires ressortissants autrichiens sont rappelés du Royaume de Pologne.

On écrit de Varsovie au *Głos Narodu* (Voix de la Nation) de Cracovie :

Le gouverneur général de Varsovie a publié, le 27 novembre, un ordre (N. 2104/17) en vertu duquel, tous les légionnaires ressortissants autrichiens, placés sous le commandement en chef des armées polonaises, doivent quitter le Royaume pour se rendre au Corps auxiliaire polonais en Galicie. Les soldats partiront dès le 1^{er} décembre; les officiers, sauf de rares exceptions, qui jusqu'à « nouvel ordre », continueront à exercer certaines charges dans le Royaume, devront gagner leur lieu de destination le 4 décembre. Cette disposition imprévue a fait au Conseil de Régence et dans les milieux activistes une impression des plus déprimantes. Le président du conseil Kucharski est immédiatement entré en pourparlers à ce sujet avec les autorités d'occupation et en particulier avec le général gouverneur von Beseler.

— Grève par le jeûne à Szczypiorna.

Les autorités militaires allemandes chargées à Szczypiorna de la surveillance des légionnaires qui ont refusé, comme on le sait, de prêter serment à la fraternité d'armes avec les Empires centraux, viennent d'avoir un conflit aigu avec cette jeunesse que rien ne parvient à effrayer ni à réduire. On avait décidé de faire porter aux légionnaires sur la poitrine des numéros d'ordre. Ceux-ci n'ont pas voulu se conformer à cette prescription et ont commencé une grève consistant à s'abstenir de toute nourriture. Elle a duré six jours, avec une solidarité calme et inflexible : les autorités ont dû capituler. Les numéros que l'on avait cousus sur les uniformes ont été remplacés par des cartes d'identité que le porteur doit montrer à toute réquisition. Il a fallu, paraît-il, immédiatement libérer 120 légionnaires, mineurs pour la plupart, très affaiblis par ce jeûne, et l'on doit transporter les autres à Lomza, à la caserne de l'ancien 4^{me} régiment d'infanterie de la Légion, que l'on a fait entourer préalablement d'une double barrière de fil de fer barbelé, et — disent les journaux de Cracovie — approprier convenablement à recevoir les légionnaires prisonniers.

— Le Club polonais de Vienne et les légionnaires.

Le 21 novembre a eu lieu une séance plénière du Club parlementaire polonais, à l'ordre du jour de laquelle étaient les questions se rattachant aux incidents connus qui ces mois derniers se sont produits dans la Légion. M. Bobrowski, député socialiste, ancien officier de la Légion, a déposé une motion, visant à ce que le Club invite les légionnaires, qui volontairement ont demandé à être transférés dans l'armée et le landsturm autrichiens,

à rentrer dans les rangs de la légion. La motion de M. Bobrowski n'a pas été mise aux voix, parce que les autorités autrichiennes ont déjà porté à la connaissance des dits officiers et soldats qu'ils étaient autorisés à demander, s'ils le désiraient, à être réintégrés dans « le corps auxiliaire polonais ». D'autre part le Club polonais a décidé de prier le Conseil de Régence de Varsovie de faire de son côté des démarches pour obtenir la libération des officiers et soldats légionnaires internés à Szczypiorna et à Benjaminów, ainsi que de ceux qui ont été emprisonnés dans des forteresses allemandes, et pour leur permettre ainsi de rentrer dans les rangs.

Au cours de la discussion qui s'est déroulée à ce sujet, M. Dembski, au nom du parti démocratique-national, a fait la déclaration suivante :

« Nous sommes complètement d'accord avec la première partie de la motion du parti socialiste : la crise surgie dans la Légion a été provoquée par les agissements des autorités dépourvus de tous égards et offensants fort souvent pour la dignité et l'honneur du soldat polonais, de même aussi parce qu'on a voulu contraindre les soldats à prêter un serment renfermant des engagements politiques. Partant du point de vue que la Légion a cessé d'exister, que les uns sont dans les tranchées, les autres emprisonnés à Szczypiorna et à Benjaminów, et que d'autre part, l'on ne peut absolument pas considérer le « Corps auxiliaire polonais » comme armée nationale polonaise, nous nous opposons à toute énonciation du Club polonais, invitant les ex-légionnaires à s'enrôler dans le « Corps auxiliaire polonais ». Nous sommes en effet persuadés qu'en cette affaire ne peut décider que la volonté, sans entrave aucune, de chacun des légionnaires. »

— Énonciation politique des Polonais de la Silésie de Cieszyn (Teschen)

L'Union Nationale Polonaise de Silésie autrichienne qui, en 1912, fut constituée par la fusion des deux partis politiques du pays : le parti national polonais et le parti populaire polonais, vient de voter en séance plénière, la résolution suivante :

1^o En ce grand moment historique où sous les coups de la plus atroce guerre mondiale le vieil ordre des choses européen basé sur le principe : « la force prime le droit », s'écroule enfin, et que de plus en plus hautement, puissamment, unanimement retentit le mot d'ordre que toute nation a le droit incontestable de disposer d'elle-même ;

Au moment où la justice historique et la voix concordante de l'univers entier appelle à une nouvelle vie la Pologne iniquement dépourvue de son existence politique, à titre de chaînon nécessaire du bon ordre moral et du progrès ; nous déclarons solennellement : que la Silésie orientale, c'est-à-dire la Silésie de Cieszyn, malgré que depuis six siècles elle ait été détachée de la souche originelle, et qu'elle ait été continuellement soumise à un système de dénationalisation, se sent en union étroite avec toute la nation polonaise et désire lier avec elle son avenir.

2^o Les Polonais de Silésie, conscients de leur solidarité avec la Pologne, solidarité basée sur la communauté du sang, de la langue et des idéals nationaux, de tout cœur adhérent à la résolution du 28 mai 1917 de l'assemblée de tous les députés de la Diète et du parlement, visant à l'unification de tous les territoires polonais en un organisme d'Etat ayant accès à la mer.

3^o L'Union polonaise nationale de Silésie adresse la déclaration ci-dessus à toute la nation polonaise et remet aux mains de la représentation de cette nation l'avenir de la Silésie, dans la conviction que lors de la reconstruction de l'Etat polonais la Silésie de Cieszyn ne saurait être mise de côté, sans violer ses droits innés, et entre autres sans violer le droit de chaque peuple à disposer de lui-même.

— Les Allemands exportent frauduleusement en Allemagne les vivres rafles en Galicie.

Les journaux polonais de Galicie nous signalent des cas de plus en plus fréquents d'abus commis par les troupes allemandes dans les petites villes de la Galicie centrale et orientale où elles sont en garnison. Ces abus consistent en ce que, malgré les défenses expresses, les soldats allemands s'emparent, par tous les moyens, des vivres de la population, désarmée en présence de l'inertie et de la désorganisation des autorités civiles autrichiennes en conséquence du régime militaire, et les envoient en colis de 5 kilogs à leurs familles. Le commandement allemand charge des wagons entiers de milliers de ces colis, sous la fausse désignation de « marchandises militaires » (kriegsgut), et, à l'encontre aussi des prescriptions en vigueur, les expédie en Allemagne. Cette contrebande doit s'effectuer sur la plus vaste échelle, puisque la censure permet à la presse non seulement d'en noter les cas les plus excessifs, mais encore de s'occuper — en termes très mesurés bien entendu — de cette affaire en général.

Nous nous bornerons à titre d'exemple à rapporter quelques-uns de ces faits qui se multiplient de jour en jour. A la fin de septembre on a découvert à Cracovie huit wagons de produits alimentaires « exportés — comme l'écrivait alors euphémiquement une feuille locale — non seulement de notre pays, mais au delà de la frontière de la monarchie austro-hongroise ». L'enquête démontra que ces huit

wagons avaient été chargés à une des stations du chemin de fer à Lwów (Leopol), et que tous les colis de 5 kilogs avaient été expédiés par la poste de campagne impériale allemande elle-même.

Dans les premiers jours d'octobre on arrêta encore quatre wagons à Cracovie, deux à Chyrów, deux à Rzeszów, ceux-ci adressés à la forteresse de Cüstin en Brandebourg, sous l'étiquette de « parties constitutives de canons » (Geschützthe hör, Kriegsgut). En réalité c'étaient 2.500 colis d'œufs, de pois, de haricots, de sucre, de soude, de savon, etc., qui de Cüstin devaient être réexpédiés dans toute l'Allemagne, selon les feuilles de déclaration, soigneusement cachées à l'intérieur du wagon. En rapportant cette saisie, le *Kurier Codzienny* (Courrier quotidien) de Cracovie a réussi à ajouter l'observation suivante : « Et certes ce n'est pas un cas isolé : les chemins de fer galiciens, sans aucun doute transportent tous les jours en masse des colis de ce genre sous une déclaration fautive. Par cette voie se commettent donc impunément des milliers d'abus, d'autant plus que, à ce que nous sachions, jusqu'ici il n'a pas encore été établi de contrôle sur les wagons destinés à l'étranger. »

Encore un fait tout récent. Dans une petite localité des environs de Tarnów fut expédiée une caisse contenant, selon la déclaration, « un moulage en plâtre ». Cette caisse arriva en gare de Tarnów où elle devait être transbordée. Un chien qui passait près de la dite caisse, la flaira, se met à grogner, et attire ainsi l'attention du personnel de la gare, d'autant plus que ce prétendu moulage commençait à couler. On ouvre la caisse et on y trouve — un porc fraîchement égorgé.

Il est à remarquer qu'après avoir raconté ces fraudes révoltantes on nous apprend, le plus souvent, qu'une enquête a été ordonnée; mais jusqu'ici aucun journal n'a été à même de donner une satisfaction à l'opinion publique indignée en rapportant à l'actif des autorités autrichiennes une démarche quelconque à l'effet de mettre fin à ces déprédations systématiques, accomplies au grand préjudice d'une population terrorisée et menacée d'être réduite à la famine.

— L'administration militaire austro-allemande dévaste systématiquement les forêts en Galicie, et ruine le pays.

Le *Czas* (Temps), de Cracovie, organe encore aujourd'hui sous la direction de M. Jaworski, ancien président de l'austrophile *Comité National Suprême*, sous le titre de « Préjudice », publie dans le numéro du 21 novembre 1917, un article où nous lisons :

« Chaque jour la Galicie perd des millions de couronnes de la fortune nationale, par le seul fait que les autorités centrales et le commandement en chef de l'armée diffèrent de fixer le prix du bois, et que toutes les réquisitions de bois, surtout dans la région orientale du pays, ont lieu, en tant toutefois qu'elles sont payées, à des prix arbitrairement fixés par le réquisiteur, prix toujours inférieurs et parfois ridiculement inférieurs à ceux du marché. Au total le préjudice résultant de cette manière d'agir se chiffre par nombreux millions, et ne saurait pour le moment être évalué, même approximativement, de même qu'on ne peut compter les milliers d'arpents de forêts, coupées par les réquisitions pour les besoins de l'armée, et qu'on continue de couper sans trêve. »

« Si dans toute la monarchie il en était de même, on pourrait supposer que le droit de guerre prime tout autre droit, et qu'en ce cas on doit s'incliner devant — disons — la nécessité... suivent 8 lignes échappées par la censure. »

Plus loin l'auteur de l'article émet l'opinion que visiblement se révèle un système dans cette façon de traiter la Galicie, car il n'y a aucun motif pour que le bois y soit sans comparaison à plus bas prix que dans les autres pays de l'Autriche ou de la Hongrie. « Dans un Etat organisé et gouverné légalement, ce privilège « in minus » semblerait invraisemblable. » — déclare timidement l'auteur qui, évidemment, dans les colonnes du « *Czas* » est tenu à mettre une sourdine à ses récriminations contre les autorités autrichiennes. Néanmoins à l'appui de ses assertions il donne les chiffres suivants que nous reproduisons sans commentaires. Comparant les prix payés en Hongrie, en vertu d'un décret ministériel, avec ceux que les autorités militaires établissent de leur propre autorité en Galicie, l'auteur constate qu'un stère de bois de construction, pin, vaut en Hongrie 167 couronnes — et en Galicie 18, qu'un stère de bois de construction, sapin, là 152 c. — ici 15 ; le chêne 290 c. et ici 35 c., etc.

L'auteur fait ensuite ressortir les conséquences désastreuses qu'entraîne pour tout le pays cette exploitation, et démontre que toutes les démarches à l'effet d'obtenir une taxation régulière du bois réquisitionné pour les besoins de l'armée ont échoué devant l'opposition des « facteurs décidants ».

Ces procédés de l'administration austro-allemande dans les territoires polonais mettent en pleine lumière l'état de choses que le député Glombinski signalait dans son discours du 19 octobre : « l'impuissance réelle du gouvernement autrichien à l'intérieur vis-à-vis de quatre gouvernements collatéraux, celui des sphères militaires, celui de la bureaucratie, celui des sociétés centrales économiques et des gros capitaux, enfin celui du commerce usuraire de guerre. »

LIVRES NOUVEAUX

Edouard Ganche : La Pologne et Frédéric Chopin, les œuvres héroïques et nationales, avec un médaillon inédit. Paris, G. Morelli et C^{ie}, éditeurs, 23, rue de Liège.

M. Edouard Ganche, Président de la Société Frédéric Chopin et l'auteur distingué de plusieurs ouvrages sur notre grand compositeur national, notamment de *Frédéric Chopin, sa vie et ses œuvres, 1810-1849* (un grand volume in-18 de 462 pages) et des *Valses de Chopin*, vient de faire paraître une petite brochure enthousiaste sur *La Pologne et Frédéric Chopin*. Cette étude a été le thème d'une conférence donnée à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, le 21 mars 1917.

Chopin est un de ceux qui, après l'échec de l'insurrection polonaise de 1831, affirmèrent la volonté de vivre de la Pologne. Par son œuvre il établit avec Mickiewicz, avec Slowacki et avec Krasiński une résistance spirituelle de la nation vaincue militairement et politiquement, une résistance dont aucune torture ne viendrait à bout.

M. Ganche rend cette justice à Chopin en écrivant : « Il y a maintes façons de servir la Patrie, et si les titans de l'intelligence n'ont pas pour eux les retentissants exploits de la guerre, leur domination dépasse celle des grands capitaines. Ils guident et forment des esprits pour la direction de l'humanité. La fonction de Chopin était de rappeler l'existence de la Pologne, de la faire aimer et de contribuer à la rendre impérissable en maintenant la flamme de l'amour national dans l'âme de ses fils, fiers d'une Patrie glorieuse dans l'asservissement. »

Et voici en quels termes élogieux M. Ganche caractérise les œuvres musicales de Chopin : « Par le dualisme de leur essence : humaine, nationale, les œuvres de Frédéric Chopin sont assurées de la pérennité du triomphe. Elles sonnent la diane, battent le rappel ; par millions elles sont comme des sentinelles semées à travers le monde ; elles pénètrent dans tous les cœurs, et en dépit des tortures, des spoliations, des assassinats, elles éternisent la Patrie et immortalisent la Pologne. »

Clunet 1917 (44^e année, 5^e liv.). — Séquestre des biens ennemis en France (Audinet). — Moratorium judiciaire et les étrangers (Japiot). — Les Capitulations au Maroc (Oudin). — Options des fils d'étrangers (Audinet). — Nationalité en droit suisse (Sausser-Hall). — Conventions de La Haye et relations franco-anglaises (Travers). — ANALYSES. Espionnage en Suisse (Thilo). — Valeur de la signature de l'Allemagne. — Message du Président Wilson (Kohler). — Titres perdus ou volés, guerre (Frois-

sart et Lebel). — Brevets ennemis en France (Renouard). — Mesures allemandes contre propriétés des Alsaciens-Lorrains. — Torpillages allemands des navires-hôpitaux. — QUESTIONS PRATIQUES. Commerce en pays ennemis ; prisonniers de guerre ; titres perdus ; emprunt étranger ; nationalité, etc. — ACTUALITÉS. Séquestre des biens ennemis en Allemagne (E. Dreyfus). — Sujets allemands en Italie. — Dénationalisation et enrôlements par l'Allemagne. — Attachés militaires allemands en Suisse. — Introduction dans une place forte sous un faux nom. — Contributions de guerre ennemies (opinion allemande). — Bombardement allemand des hôpitaux (L. D.). — JURISPRUDENCE. France. (Commerce avec l'ennemi : Compétence ; Contrat : Intelligence avec l'ennemi ; Mariage ; Nationalité ; Séquestre ; Société ; Succession ; Sujet ennemi, etc.). — Allemagne, Chili, Egypte, Italie. — CONFÉRENCES, ORGANISMES INTERNATIONAUX. — DOCUMENTS (Guerre). — FAITS ET INFORMATIONS (Guerre). (Un an : France, 25 francs ; étranger, 28 francs ; Marchal et Godde, libr., Paris, 27, place Dauphine).

REVUE DE LA PRESSE

— **La Nation Tchèque** du 1^{er} décembre publie une importante étude sur *Les Tchèques et la Pologne* de M. T. G. MASARYK, éminent leader tchèque. Voici les conclusions de cet article :

Il n'y aura pas de Bohême libre sans Pologne libre non plus que de Pologne libre sans Bohême libre. Il y va de notre intérêt d'être forts tous les deux, aussi les questions secondaires ne doivent-elles pas nous embarrasser, celle de la Silésie, par exemple. Je ne m'oppose pas à ce que fût suivie dans ce cas la plus stricte politique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Polonais réclament la Silésie. Nous réclameons la région de Ratibor. Un conflit pour de si minimes territoires ne peut nous diviser si nous songeons qu'il y va pour nous deux d'être libérés de la Prusse et de l'Autriche prussifiée. Notre conflit à propos de la Silésie est jusqu'à un certain point d'ordre économique (à cause de la houille), je pense donc qu'une entente est possible en se basant sur la question économique (en nous abandonnant au moins une partie du bassin houiller puisque les Polonais auront les mines de la Silésie prussienne). En tous les cas, nous avons besoin d'une forte Pologne, d'une forte Bohême et, naturellement, d'une forte Yougoslavie. Le prussianisme a un adversaire naturel dans les Slaves du nord et du sud. C'est là une grande leçon de la guerre actuelle, et qui indique la

similitude, le parallélisme tout au moins de notre politique. Je puis dire que, depuis le début même de la guerre, j'ai toujours réclamé, outre une Bohême et une Slovaquie libres, l'union et la libération des Polonais, des Serbes, des Croates et des Slovènes. Il est certain qu'après la guerre nous, Polonais et Tchécoslovaques en tant que voisins, nous entendrons sagement dans le domaine économique et peut-être même militaire. En attendant, travaillons de toutes nos forces à la victoire de nos alliés et de leurs idées politiques directrices.

Certains politiciens polonais et tchèques sérieux envisagent même la possibilité d'une fédération tchéco-polonaise. Je ne serais pas opposé à un tel plan. Tout dépend de la grandeur de la victoire et de la perspicacité politique des hommes d'État alliés.

— **Le Temps**, dans son éditorial du 4 décembre, revient encore au discours du comte Hertling. Il écrit notamment :

Le comte Hertling n'a précisé qu'une chose : le nom des territoires que l'Allemagne est résolue à séparer de la Russie — Pologne, Lithuanie, Courlande. « Nous respectons le droit de ces peuples de décider d'eux-mêmes », a déclaré le chancelier. Personne n'est dupe de cette farce. Si l'Allemagne respecte le droit des Polonais, que fait Pilsudski dans un cachot de Magdebourg, et pourquoi n'at-on encore vu, dans le royaume de Pologne, ni un plébiscite, ni un Parlement ? Si l'Allemagne reconnaît que les peuples doivent disposer d'eux-mêmes, que n'applique-t-elle le même principe au peuple belge ? Devant ces contradictions, ne sent-on pas que la Pologne, la Lithuanie et la Courlande sont simplement destinées à devenir les glacis du *Deutschum* vers l'est, et que sur ces glacis l'autorité allemande ne laissera rien grandir, sauf l'herbe maigre et rase des institutions dites « autonomes » ?

— Nous recevons les numéros 2 et 3 (15 octobre et 1^{er} novembre) de **Free-Poland**, organe officiel du *Conseil National Polonais* des Etats-Unis d'Amérique, paraissant à Washington.

Le numéro 2 est entièrement consacré à Kościuszko. Signalons entre autres un article du major général W. M. BLACK, officier de génie de l'armée américaine, intitulé *Kościuszko as an american engineering officer*.

Dans le numéro 3, deux articles surtout nous ont vivement intéressés : la suite de *Poland from an economic viewpoint*, par St. GUROWSKI et *Intellectual life in Poland before the war*, par T. W. KRAUZE.

— **La Revue** du 15 décembre publie une étude magistrale de notre distingué collaborateur et ami, M. HENRI GRAPPIN, sur *Les Polonais d'Amérique et la Grande Guerre*. Nous recommandons cet article, admirablement documenté, à tous nos lecteurs français.

FEUILLETON DE POLONIA, DU 15 DÉCEMBRE 1917

LES ECRIVAINS POLONAIS

STÉPHANE ŻEROMSKI

« La vérité et la perfidie sont liées avec l'âme humaine, comme le sont avec le corps les deux mains : la dextre et la sénestre... »

« La patrie vit en nous de même que le sang qui bat dans les artères, que le cœur qui palpite dans la poitrine, que la pensée qui traverse le cerveau... »

« Eve attisa dans l'âme d'Adam une force terrible, inscutable, une puissance qui détruit tout : l'Amour... »

Ces trois phrases de Żeromski (1) peuvent servir de devises à son œuvre entière. En elles, s'ébauche déjà sa physiognomie morale ; il s'y profile en psychologue, grand chercheur de luminosités et de tares, en lyrique troublé par la beauté de la femme et par les mille voluptés qu'elle apporte avec elle, et en rapsode, visité à tout moment de son existence créatrice par l'idée de la gloire passée, du présent douloureux et héroïque et des destinées futures de son pays et de son peuple.

Parlons, en premier lieu, de Żeromski — barde de la Patrie, barde qui nous mène au cœur même de la Vérité polonaise et nous montre, avec art, ce qu'elle a d'élevé, de tragique et d'indestructible.

Pour cela, il réveille de leur sommeil éternel les vieux morts, afin de les confronter avec les vivants, et de surprendre ainsi le mot d'ordre pour l'avenir. Et, — homme véridique, écrivain fier et intrépide de la lignée de ces psychopompes qui, flambeau à la main, indiquent la voie à suivre et crient casse-cou aux tournants, — il

refait, d'étape en étape, la route de splendeur et de misère jadis parcourue par les siens.

Son livre fascinant — poème, chant prophétique, rêverie sur les ruines — qui porte l'en-tête : « *Élégie sur l'Hetman* » (1) et qui est comme la clef de voûte de sa construction politico-historique, renferme un dialogue entre le roi Etienne Batory, l'hetman Żółkiewski (2) et l'oligarque décapité Samuel Zborowski, dialogue où se présentent au poids de la vie et de la mort la raison d'État, la liberté individuelle poussée à l'extrême, l'idéal politique personnel et la chose publique. Ce colloque fait apparaître, en une définitive synthèse, les vertus et les vices de l'ancien régime de la Pologne, ses titres à la grandeur et les causes de sa décadence.

Après, dans le drame « *Sulkowski* » (3), dans le roman « *Les Cendres* » (*Popioły*), Żeromski marche derrière ces pauvres paladins, ces Croisés partis pour délivrer leur Terre Sainte, ces chevaliers errants qui guerroyèrent un peu partout à l'ombre du drapeau tricolore et prirent plus que leur part de calamités et de peines. L'Italie, l'Autriche les ont vus en campagne, faméliques, dépénalisés, nu-pieds ; Saint-Domingue, l'Égypte et Sommo-Sierra, les murs de fer et de flammes de Saragosse les ont contemplés également — noirs de poudre et rouges de sang, au premier rang des braves ; « ils sont tombés dans les sanglants combats, face contre terre, et maintenant ils gisent dans les contrées étrangères sans croix, sans souvenir et sans nom... » Et tout cela sous l'invocation du Saint espoir qui promettait que ces « chemins lointains conduiraient en Pologne... »

Ensuite, Żeromski revit l'Insurrection de 1863, cet acte de foi et d'honneur (« *Les Echos de la Forêt* ») (4) ; puis il arrive vers les années plus proches et, enchaînant les unes aux autres les phases et les formes de la résistance nationale, expose, dans une série de nouvelles et de romans,

la lutte pour une miette de libre bonheur (1), la lutte pour garder la pensée et la langue maternelles (2), la lutte pour conserver la religion de ses ancêtres (3).

Ces livres sont comme les chapitres d'une longue chanson de geste où se confondent l'héroïsme d'autrefois, héroïsme à panache, avec la morne défensive d'à présent ; — les deux demandant la même somme d'abnégation et de courage.

Pour Żeromski « il n'y a pas de passé et il n'existe point de légendes. Il y a ce qui est en nous et ce que nous faisons. Tout le passé et tout l'avenir doivent être en nous... » A l'instar des grands aîdes du Romantisme polonais, Żeromski, néo-romantique lui-même, veut que tout homme de sa race « reste fidèle à son âme », et que l'on sculpte en dedans de soi la statue de la patrie, statue de beauté et de gloire, de force et de pureté. — Aussi, traite-t-il durement parfois les fautes d'hier et les maux d'aujourd'hui :

— « Madame ! s'écrie un de ses héros, Sulkowski, en s'adressant à Agnès de Gonzague, vous touchez les plaies de mon âme ».

— « Je ne voulais pas toucher aux plaies », répond la princesse ; et Sulkowski de répliquer :

— « Je n'ai pas dit ceci avec reproche. Je l'ai dit avec reconnaissance. Il faut déchirer les plaies polonaises, pour que jamais la croûte de la lâcheté ne les recouvre... »

N'y a-t-il pas dans ces paroles d'airain, dans cette profession de foi d'un historien-romancier, tout un programme d'éducation pour un peuple en malheur ? Per aspera ad astra ! semble-t-il dire ; foin des berceuses, des élégies et de la poésie d'épithètes !

(A suivre.)

Jan TOPASS.

(1) « Les hommes sans toit » (*Ludzie Bezdomni* = *Lou-dzié Bez-domm-ni*), etc.

(2) « Une femme forte » (*Siłaczka* = *Si-ouatch-ka*) ; « Les Travaux de Sisyphe » (*Syzyfowe Prace* = *Sy-zy-fo-wé Pra-zé*), etc.

(3) « Un Payen » (*Poganin* = *Po-ga-nine*) ; « Vers son Dieu » (*Do swego Boga* = *Do swé-go Bo-ga*), etc.

(1) « *Duma o Hetmanie* » = *Dou-ma o het-ma-nié*.

(2) Prononcez : Jou-oukiev-ski.

(3) Sou-oukov-ski.

(4) « *Echa Lésne* » = *Ek-ha Lés-sié*.

(1) Gé-romm-ski.

ZIEMIE POLSKIE

— « Konwent Seniorów » stronnictw aktywistycznych. — Program p. Kucharzewskiego.

W Warszawie powstało w czasach ostatnich nowe ciało polityczne: t. zw. Konwent Seniorów.

Dziennik Poznański z dnia 27 list. zamieszcza następujący komunikat powyższego ciała, który zawiera wiele ciekawych informacji:

1) W prasie warszawskiej zjawiają się wzmianki tendencyjnie utożsamiające stronnictwa aktywistyczne, które wyłoniły Konwent Seniorów, ze stronnictwem Centrum Narodowe. Niżej prostuje się, że w Konwencie reprezentowane są, prócz Ligi Państwowości Polskiej, wszystkie stronnictwa aktywistyczne, poczynając od Stronnictwa Narodowego, a kończąc na Zjednoczeniu Ludowym i Narodowym Związku Robotniczym, i bynajmniej nie w charakterze bloku, ale w celu porozumiewania się w sprawach polityki bieżącej i postępowania łącznego lub jednakowego, o ile wszystkie grupy na to się zgodzą. Centrum Narodowe jest jedną z grup reprezentowanych w Konwencie. L. P. P., nie mając swego reprezentanta w Konwencie, wyraża gotowość porozumiewania się z nim w przypadkach poszczególnych.

2) Konwent, łącznie z L. P. P., postanowił wysłać do Berlina, Wiednia i jeśli okoliczności pozwolą, także do Budapesztu, delegatów w celu nawiązania stosunków z przedstawicielami parlamentu niemieckiego, austriackiego i węgierskiego. Rada Regencyjna, jej gabinet cywilny, oraz nowomianowany prezes ministrów, uznali taką delegację za pożądaną i pożyteczną. Wyjazd delegacji, oznaczony pierwotnie na 22 b. m., odroczonego do d. 26 b. m.

3) Dnia 20 b. m., prezes ministrów, p. Jan Kucharzewski, odbył konferencję z Konwentem Seniorów stronnictw aktywistycznych, w celu zapoznania ich ze swoim programem politycznym. Zaznaczywszy na wstępie, że *jest aktywistą jawnym i konsekwentnym*, i że wśród przedstawicieli aktywizmu czuje się być w kole przyjaznym, prezes ministrów wyłuszczył w głównych zarysach swój program polityczny, który streszcza się w następujących punktach głównych:

a) Najszybsza i pełna budowa państwa polskiego na podstawie aktów z dnia 5 listopada i 12 września;

b) Najspieszniejsze, a to jeszcze przed powołaniem Rady Stanu, utworzenie regularnej armii narodowej za pomocą rekrutacji i na kadrach legionowych;

c) Aktywizm i możliwa jednolitość gabinetu;

d) Powołanie Rady Stanu na takich zasadach, aby była możliwa zgodna jej wspólna praca z rządem.

— **Mianowanie p. Kucharzewskiego prezesem ministrów**

Dnia 26 listopada, Rada Regencyjna wystosowała do p. Kucharzewskiego następujące pismo odrębne:

« My, Rada Regencyjna Królestwa Polskiego, niniejszym powołujemy Pana na stanowisko prezesa ministrów i powierzamy Panu przedstawienie do naszego zatwierdzenia skład osobisty Rady ministrów. Składając w Pańskie ręce kierownictwo spraw Odrodzonej Ojczyzny, prosimy Boga o błogosławieństwo dla pańskich poczynąń.

Dan w Warszawie, dnia 26 listopada 1917 r. »
Reskrypt powyższy podpisali wszyscy członkowie Rady Regencyjnej: Arcybiskup Kakowski, ks. Józef Lubomirski i hr. Juliusz Ostrowski.

— **Premier polski o Żydach.**

Pod tym tytułem pisze *Hajnt* z dnia 25 listopada:

« O swym stanowisku wobec sprawy żydowskiej, podczas kandydowania na posła do Dumy, p. Kucharzewski powiedział, że uważa naród żydowski za całość narodową. Nie wierzy on przeto w możliwość tego, żeby Żydzi mogli się asymilować. Asymilacja — to pusty sen.

« Uważając Żydów za naród odrębny, któremu należą się wszelkie prawa ludzkie, p. Kucharzewski wypowiedział się za uprawnieniem Żydów w całej Rosji, tymbardziej, że w tym zainteresowani są także Polacy, a także żądanie odpowiada ich pięknym tradycjom.

« W sprawie samorządu miejskiego, p. Kucharzewski uważa, że muszą być ograniczenia Żydów, bo w przeciwnym razie zarząd większej części miast przeszedłby w ręce, żydowskie a to

byłoby niesprawiedliwe, gdyż miasta te nie są odrębnymi republikami, gdzie przewagę ma faktyczna większość samego miasta, lecz są ściśle związane ze wsią, gdzie Żydzi stanowią mniejszość. »

— **O dowody winy Piłsudskiego.**

Z Warszawy donoszą do *Kurjera Codziennego* (Kraków) z dnia 28 z. m., że Rada Regencyjna, postanowiwszy traktować wszystkie sprawy Wojska Polskiego (a więc zarówno Polskiego Korpusu Posiłkowego, Polskiej Organizacji Wojskowej, Szczypiorna, Benjaminowa, i Rastadu, jak i uwięzienia brygadiera Piłsudskiego) jako jedną całość, zwróciła się do władz niemieckich z żądaniem dowodów « winy » Piłsudskiego, jak również dowodów, obciążających P. O. W.

— **« Aktywiści » w Berlinie.**

Kurjer Poznański z 30 listopada donosi:

« Z polecenia grup aktywistycznych Królestwa, przybyli wczoraj do Berlina panowie: Alfons Parczewski, hr. Ronikier, Gustaw Simon i adw. Zbrowski. Celem podróży tych panów jest nawiązanie stosunków z parlamentarzystami niemieckimi, a głównie z partjami *większości* parlamentarnej. »

Berliner Tageblatt, witając gości, pisze:

« Podróż ma na celu wejście w styczność nie tyle z władzami niemieckimi, co z parlamentem, aby przedstawić i uzasadnić przedstawicielom narodu niemieckiego polskie idee i cele aktywistyczne. »

— **Hr. Tarnowski w Warszawie.**

Kurjer Poznański z 1 grudnia donosi z Warszawy za *Nową Reformę*:

« Hr. Adam Tarnowski przybył tu dnia 27 listopada celem popierania sprawy utworzenia gabinetu. Pogłoska jednak, jakoby on sam miał w gabinecie tym objąć tekę ministra spraw wewnętrznych, nie odpowiada w żadnym razie rzeczywistości. »

— **Pogłoski o zawieszeniu broni a Warszawie.**

Kurjer Codzienny z 27 list. dowiadyuje się, że pogłoski o zawieszeniu broni wywołały w Warszawie wielkie wrażenie. Krawczyły one w formach przesadzonych. W związku z niemi zaczęto po mieście kolportować wiadomość że « Polski Korpus Posiłkowy » (Legjony) został rozwiązany. Pogłoski pokojowe oddziaływały w wysokim stopniu na giełdę. Zaczęły spadać gwałtownie ceny złota.

— **Dr. Wekerle o Polsce.**

Odpowiedź prezydenta gabinetu węgierskiego, Dr. Wekerle'go, na interpelację hr. Tiszy w sprawie Polski, ma, według *Nowej Reformy* z 22 listopada, następujące, dosłowne brzmienie:

« Obrona naszych interesów [wymaga, ażeby nasz minister spraw zagranicznych, w związku z przygotowaniami warunków pokoju, zajął się nie tylko nowymi tworam państwowymi i zmianami terytorjów, które nas bezpośrednio obchodzą, ale także i tymi, które nas obchodzą pośrednio; a to właśnie dlatego, ażeby do obrony naszych interesów był przygotowany na wszelki wypadek. Każdy więc uzna to za rzecz naturalną i logiczną, że nieprzerwanie zajmuje nas przyszłość państwa polskiego, które bezpośrednio i w pierwszym rzędzie naszych interesów dotyka. Byliśmy pierwsi, którzy, w porozumieniu z naszymi sprzymierzeńcami, popieraliśmy odbudowę państwa polskiego i dzisiaj nad bezpiecznymi fundamentami tego państwa pracujemy stale. (Żywe oklaski).

« W jaki sposób objawienie państwowej niezawisłości narodu polskiego rozumiemy, i w jakiej formie zdolność do życia i wzmocnienie tego tworu państwowego popieramy, o tem świadczyć dostatecznie fakty, które polegają na utworzeniu gabinetu polskiego i Rady Regencyjnej, dalej na stopniowym przekazywaniu administracji tym organom, tudzież na przygotowaniu organizacji armii polskiej.

« W jaki sposób zamierzamy nowe państwo zorganizować i na przyszłość zabezpieczyć, co do tego są obecnie w toku rokowania, a które mogą ostatecznie być uregulowane jedynie przy zawarciu pokoju (Żywe potakiwania). Obecnie więc daję tylko wyraz mojej radości, że pełen chwały Naród polski obudził się do nowego życia państwowego, tudzież nadziei, że wzmagająca się siła Narodu polskiego zabezpieczy mu godną sławnej przeszłości, piękniejszą i lepszą przyszłość. (Żywe oklaski).

« Sądzę, że tą radością i tym życzeniem nie tylko ja, ale cały naród węgierski jest przeniknięty. Byliśmy niezliczonymi węzłami wiekowej przeszłości historycznej w niedoli i sławie zjednoczeni, a walki o wolność narodową łączyły nasze uczucia aż do ostatnich czasów.

« Sądę więc, że nasze dążenie obudzi ogólną sympatię, jeżeli pragniemy, ażeby nowe państwo nawiązało ściślejsze stosunki z monarchją.

« Jeżeli w obecnej chwili o tych dążeniach nie mogę obszerniej mówić — nie mógłbym tego uczynić także dlatego, że rokowania są w toku i nie zakończyły się jeszcze, a definitywny wynik będzie osiągnięty dopiero przy zawarciu pokoju — to mogę już teraz dać dwie rękojmie; połozenie równorzędne naszego państwa, nasza samoistność i nasze gospodarcze interesy będą stanowczo zabezpieczone, o ile zaś chodzi o stosunek nowego państwa polskiego do monarchji, to rozwiązanie tej wielkiej kwestji zostanie przedłożone parlamentowi do osądzenia. » (Żywe oklaski ne wszystkich ławach).

Widzimy zatem, że oświadczenie Wekerle'go jest pięknym lirycznym zwrotem, który nie pozwała na żadne poważne rachuby polityczne.

— **Tydzień wielkopolski we Lwowie.**

Czytamy w *Kurjerze Lwowskim* z 23 listopada: (Cały początek artykułu — 40 wierszy — skonfiskowany).

« Polska młodzież akademicka w zrozumieniu olbrzymiej doniosłości sprawy Wielkopolski (1 wiersz skonfiskowany) pragnie przyczynić się do wzmocnienia tej świadomości, uważa zaś, że stać się to może głównie przez zaznajamianie najszerszych warstw społecznych ze sprawami Poznańskiego.

Tydzień Wielkopolski, który urządza w najbliższym tygodniu Czytelnia Akademicka, ma właśnie na celu znajomość spraw Poznańskiego rozszerzyć i pogłębić. Najwybitniejsi uczeni nasi wygłoszą odczyty, które uwzględnią cały szereg charakterystycznych i ważnych problemów związanych z Wielkopolską. Porządek odczytów jest następujący: W poniedziałek 26 b. m. odczyt inauguracyjny prof. dr. Eugeniusza Romera pt. « Polacy i morze », w środę 28 prof. dr. Rudolf Zuber mówić będzie « O kresach zachodnich pod względem geologicznym. » W sobotę 1 grudnia mówić będzie prof. dr. Kazimierz Nitsch « O gwarchach ludowych w zaborze pruskim ». W niedzielę 2 grudnia zakończy cykl odczytów prof. Jan Kasprówicz odczytem pt. « Z dziejów zaboru pruskiego ».

Dochód z odczytów przeznaczony jest na Litwę.

RADA REGENCYJNA A KOALICJA

W sytuacji politycznej w kraju zaszły w ostatnich tygodniach poważne zmiany. Rada Regencyjna zdecydowała się nie tylko na politykę porozumienia polsko-niemieckiego, ale nawet na wspólną akcję wojskową z państwami centralnymi. Wobec rewolucji « bolszewickiej » w Piotrogradzie i faktycznej nieobecności Rosji jako czynnika wojskowego, podobne stanowisko wygląda tymbardziej dziwnie.

Nie może być więc mowy o współpracy Koła Międzypartyjnego z rządem p. Kucharzewskiego.

Jak się dowiaduje *Gazeta Poranna* (Dwugroszówka), jedyny organ Narodowej Demokracji wychodzący obecnie w Warszawie, konferencja przedstawicieli stronnictw wchodzących w skład Koła Międzypartyjnego z p. Janem Kucharzewskim, która miała miejsce dnia 26 listopada, była raczej aktem kurtuazji z obu stron, aniżeli konferencją polityczną. Wiadomo było zgóry, że do porozumienia poważniejszego nie dojdzie.

Nieвозмоść porozumienia tego uzasadnia *Gazeta Poranna* w artykule wstępnym swego numeru z dnia 27 listopada, podnosząc ważność oświadczenia, jakie w tych dniach wysłała Rada Regencyjna do monarchów mocarstw centralnych i stwierdzając, że « zawiera ono rzeczy nowe w porównaniu ze znaną odezwą do Polaków i z przemówieniami oficjalnymi regentów w dniu uroczystego « wprowadzania »; zawiera ono przede wszystkim wyraźniejsze dopowiedzenie tego, co tam było słabiej zaznaczone, lub ujęć mogło szerszej uwadze ogółu ».

Pismo Rady wprowadza nowo powstające państwo polskie na ściśle określone tory, decyduje o jego stanowisku wobec stron walczących, decyduje o jego przyszłości politycznej i gospodarczej. Niema już wątpliwości co do stanowiska Rady Regencyjnej względem państw centralnych i Koalicji. *Rada Regencyjna*

wstąpiła na drogę militarnego, politycznego i ekonomicznego sojuszu z państwami centralnymi, wprowadzając kraj nasz jako piątego partnera do czwórprzymierza Niemiec, Austrii, Turcji i Bułgarii.

Ten śmiały krok Rady Regencyjnej umożliwiony został przez ewolucję, jaka się dokonała w umyśle ks. Lubomirskiego, który zmienił zasadniczo swe stanowisko polityczne, i z « pasywisty » stał się « aktywistą ». Ludzie dobrze poinformowani zapewniają nas, że ks. Lubomirski nigdy nie był uważany za « pewnego ». Zaraz po dymisji Rady Stanu wystąpił on z Koła Międzypartyjnego i od tej chwili zbliżał się ciągle ku « aktywistom ».

A więc nie możemy ludzię się dłużej: Rada Regencyjna wraz z p. Kucharzewskim chce całkiem wyraźnie wciągnąć Polskę do projektowanej przez Berlin « Mittel-Europę », gdzie Polska byłaby niewolnicą Niemiec pod względem politycznym i gospodarczym.

Na obradach wspólnych p. Kucharzewskiego z *Konwentem Seniorów* stronnictw aktywistycznych, prezes ministrów zupełnie jasno określił swoje stanowisko, twierdząc że jest aktywistą jawnym i konsekwentnym. A przecież, podczas swego trzyletniego pobytu w Szwajcarii, p. Kucharzewski uważał się zawsze za « neutralnego ». Dowodzi to niezbicie, że ludzie, proklamujący « neutralność » Polski w krajach neutralnych lub Koalicji antyniemieckiej, są w gruncie rzeczy « aktywistami » w warszawskim znaczeniu tego słowa, a przynajmniej stabilizacji się niechybnie takimi, gdyby do kraju wrócili.

Zwolennicy « aktywizmu » w Polsce korzystają z chwilowych niepowodzeń *Entente'y*, aby przeprowadzić swoje plany polityczne. Atoli nie unika najmniejszej wątpliwości, że jedna polityka « neutralności » Polski, w militarnym tego słowa znaczeniu, może i powinna być dziś prowadzona jedynie w kraju. Nie wolno « aktywistom » już teraz, podczas wojny, wiązać przyszłości państwa polskiego z losem państw centralnych. Zbyt wielką przez to biorą na się odpowiedzialność.

Nie udało się Polakom otrzymać od *Entente'y*, podczas ostatniej konferencji paryskiej, zobowiązującego wszystkich Aliantów aktu politycznego, zapewniającego nam niepodległość i całość. A nie udało się, bowiem dyplomaci nasi położyli nacisk na charakter *zobowiązujący* pożądanego aktu.

Ale to nie dowód, że, za kilka miesięcy czy za rok, aktu podobnego nie otrzymamy. Tymczasem wypada nam czekać spokojnie. Ufamy, że w kraju również większość społeczeństwa naszego nie da się uwieść złudnym rachubom Rady Regencyjnej i p. Kucharzewskiego. Sprawa polska leży w interesie Aliantów i nie mogą oni patrzeć obojętnie na jej rozwiązanie. Kiedy uporać się z poważnymi trudnościami wojskowymi, które, między innymi, spowodowała anarchja rosyjska, wówczas chwila będzie odpowiednia na ponowienie naszych żądań.

Alianci dojdą, choć powoli prawdopodobnie, do tego zrozumienia swego własnego interesu, że zaproklamują uroczyste odbudowanie Polski całej, niepodległej, z dostępem do morza, jako jeden z zasadniczych warunków pokoju. Nigdy jednakże nie uczynią Alianci tego, czego żądają od nich demokracje: faktycznego uznania niepodległości państwa polskiego, utworzonego na podstawie sławetnych aktów nadawczych z 5 listopada i 12 września. Żądania podobne wydać się mogą śmieszne, a jednak tak jest. W londyńskiej *Prawdzie* z dnia 1 grudnia czytamy takie oto zdumiewające słowa: « O ile Aliantom szczerze chodzi o dobro Polski, to pozostaje im jedna tylko droga: udzielić Radzie Regencyjnej i rządowi polskiemu w Warszawie całego swego poparcia w jego usiłowaniu co do otrzymania dla Polski możliwie najlepszych warunków w istniejących okolicznościach. »

A więc Alianci mają uznać germanofilską Radę Regencyjną i « aktywistyczne » ministerjum p. Kucharzewskiego za polski rząd prawowity. Być może, że takie właśnie żądania wpłynęły nieco na obecne stanowisko Aliantów względem sprawy polskiej.

K. S.

RODACY ! PAMIĘTAJCIE O ŻOŁNIERZACH POLSKICH ! NADSYŁAJCIE DO ADMINISTRACJI POLONII. NA RZECZ KOMITETU, NAJSKROMNIEJSZE BODAJ DATKI. KILKOMA FRANKAMI OSŁODZICIE URLOP POLSKIEGO ŻOŁNIERZA !

P. KUCHARZEWSKI U WŁADZY

Pod tytułem : « Pierwszy Rząd Polski », czytamy w *Dzienniku Berlińskim* z dnia 24 listopada :

W Warszawie panuje obecnie niezwykle ożywiona atmosfera polityczna. Czynią się na gwałt przygotowania, aby po przewyżczeniu tytułu różnych trudności zewnętrznych, teraz wreszcie pchnąć jaknajprędzej naprzód sprawę utworzenia pierwszego rządu polskiego.

Po zatwierdzeniu przez mocarstwa okupacyjne p. Kucharzewskiego na stanowisku premiera, sytuacja jest o tyle ułatwiona, że Rada Regencyjna może już teraz wydać akty rządowe z mocą obowiązującą, które według patentu z dnia 12 września, wymagają kontrasygnacji odpowiedzialnego za nie prezesa ministrów. Zarazem obsadzenie dalszych urzędów rządowych jest już niezależne od uprzedniej aprobaty władzy okupacyjnej. Ministrów poszczególnych powołuje prezes gabinetu, zatwierdza ich Rada Regencyjna.

Rozumie się samo przez się, że według zwyczajów, przyjętych w krajach rządzonych parlamentarnie, i które oczywiście przyjęły się odrazu i w demokratycznym społeczeństwie polskim, nominacje te nastąpią dopiero na podstawie wyczerpujących układów pomiędzy poszczególnymi stronnictwami politycznymi, to znaczy, że rząd nie będzie utworzony bez poprzedniego porozumienia się miarodajnych czynników wprost ze społeczeństwem, skoro ciała parlamentarnego w powstającym państwie jeszcze nie ma.

Można przyjąć z góry, że układy te, toczone obecnie, będą bardzo mozolne. Żywiły skrajne, « aktywistyczne », t. j. te, które grupują się w *Centrum Narodowym*, i które główny nacisk kładą na zbrojne wystąpienie u boku mocarstw centralnych jeszcze w tej wojnie przeciw Rosji, domagają się stanowczo, żeby cały gabinet ministerjalny był jednolity « aktywistyczny », czyli dąży do tego, żeby do pierwszego rządu polskiego weszli wyłącznie stronnicy ich obozu. W żądaniu tym tkwi niewątpliwie znaczna doza zachłanności, bo *Centrum Narodowe* nie reprezentuje w społeczeństwie takiej siły, żeby miało prawo przemawiać i w tak ważnej chwili przyjmować na siebie odpowiedzialność w imieniu całego narodu.

Na wprost przeciwnym stanowisku stanęły te żywiły prawicowe, które od współpracy państwowotwórczej nie uchylają się dla tych zasadniczych powodów, jakimi i teraz jeszcze kieruje się narodowa demokracja. Kilka z tych stronnictw, należących do Międzypartyjnego Koła Politycznego — a więc realistów, Polska Partja Postępowa i Związek Niezależności Gospodarczej — wystąpiły niedawno z publicznymi deklaracjami, że za jedynie wskazane w obecnej chwili uważają utworzenie rządu bezpartyjnego, którego członkowie odznaczać się będą przede wszystkim fachowymi zdolnościami dla kierowania odrębnymi ministeriami. Te trzy stronnictwa zasadę tę posunęły aż do tego stopnia, że od członków swoich, którzy zamierzają objąć rządowe stanowiska polskie, zażądały wystąpienia, zaznaczając tym samym, że w gabinecie oficjalnego udziału nie biorą.

Różbieżne poglądy te pogodzić nie będzie oczywiście rzecz łatwą i dużo zależy to musi od osobistego taktu premiera, który przy tej okazji po raz pierwszy będzie miał sposobność wykazać, jakie są istotnie jego zdolności polityczne. Poglądy co do tego nie są dotąd ustalone, gdyż p. Kucharzewski dał się dotąd więcej poznać jako wybitny publicysta i uczyony, niż jako polityk o zdecydowanej fizjognomji. Niemniej właśnie ta bezpartyjność przyczynić się może do uproszczenia mu jego nader trudnego zadania. Pan Kucharzewski bowiem w żadnym obozie nie ma właściwych wrogów; za wyjątkiem może narodowych demokratów, którzy jeszcze mu zapomnieć nie mogą jego kontrkandydatury przeciw p. Dmowskiemu, żadne stronnictwo nie może powiedzieć, że nowy prezes ministrów jest wprost jego człowiekiem. Natomiast powszechnym jest uznanie dla jego wybitnych zdolności jak też gorącego poczucia obywatelskiego i narodowego. W czasie namietnych waśni partyjnych to już jest bardzo dużo.

W warszawskim « *Kurjerze Polskim* » p. St. Krzywoszewski, jego obecny redaktor, kreśli polityczną sylwetkę premiera w następujący sposób :

« P. Kucharzewski jest zdecydowanym aktywistą (Wobec tego wrogów mu nie braknie! Przyp.

Polonii). Powierzenie mu steru władzy wykonawczej zdaje się oznaczać, iż Rada Regencyjna zamierza konsekwentnie dążyć do odbudowy państwa polskiego jeszcze w czasie wojny. Stąd zaś wynika, że nominacja p. Kucharzewskiego będzie niechybnie przyjętą ze szczególnym zadowoleniem w obozie aktywistycznym.

« Nie sądzimy przecież, aby przyszły premier miał wrogów i na całej prawicy. Przeciwnie raczej jesteśmy skłonni wierzyć, że p. Kucharzewski w bardziej umiarkowanych odłamach naszego pasywizmu, t. j. w kołach zbliżonych do Polityki Realnej, Związku Samodzielności Gospodarczej i Polskiej Partji Postępowej, również spotka się z życzliwością. Prawdopodobnie nie odmówią mu jej tak samo grupy demokratyczne i postępowe.

« Reprezentuje on bowiem ten kierunek umiarkowanego aktywizmu, który zyskuje sobie coraz większe uznanie w kraju. Jeśli p. Kucharzewski dalekim był od p. Dmowskiego i wyznawców jego programu, to również nie był nigdy blizkim tym żywiołom aktywnym, które grupują się około t. zw. *Centrum Narodowego*. Znajduje się przytem w tym korzystnym położeniu, że pierwsze trzy lata wojny spędził poza Warszawą, że nie brał udziału w wewnętrznych tarciach naszej polityki partyjnej, że dokoła jego osoby nie nagromadziły się osobiste niechęci i animozje. Przez te pierwsze trzy lata p. Kucharzewski służył ojczyźnie zagranicą, informując Europę i świat cały o sprawie polskiej, o nigdy nie przedawnionych prawach narodu polskiego do niezależnego bytu państwowego. Był « niepodległościowcem » zdecydowanym i jako taki, stał zawsze na stanowisku zgola przeciwnym Agencji Lozańskiej (?). Nie znaczyło to jednak, aby zawsze się zgadzał z polityką Agencji Berneńskiej.

« Tarównowaga, którą p. Kucharzewski umiał utrzymać w okolicznościach niezmiennie trudnych i zawiłych — i szacunek, jakim się zawsze cieszył, — wydaje się być najlepszą wróżbą na przyszłość. »

Daj Boże !

“ RADA OŚMIU ”

Dziennik Lubelski z dnia 22 listopada ogłasza poniższy artykuł p. K. Świerczewskiego, rzucający znamiennie światło na ostatnie wypadki w Polsce :

Były czasy, gdy w Najjaśniejszej Rzeczypospolitej Wenecji wszechwładną ręką sterowała nawa państwowa potężna, niezłomna, a straszna Rada Dziesięciu. Wobec jej majestatu nie znać nic najwyższy dostojnik Rzeczypospolitej — doża, a o względy jej ubiegali się posłowie mocarstw europejskich, którym zależało na dobrych stosunkach z Wenecją.

Rada Dziesięciu miała swe oparcie w Radzie Pięciuset, do której należał cały patrycjat wenecki. I « Najjaśniejsza Rzeczypospolita », kierowana twardą ręką szła nieustannie ku upadkowi i upodleniu tak straszному, że jej przedstawicielom skarłałym mógł rzucić dumne słowa obelgi nowoczesny *Condottiere* wolności, Sułkowski : « Nie rachuję się z wami, ponieważ jesteście słabością, która chce w rękę trzymać scepter władzy. »

Ciesz się narodzie ! Gazety przyniosły wieść, że prawdziwie « państwowo-twórcze » stronnictwo, dla twego dobra i szczęścia, dokonały wielkiego dzieła, bowiem wystawiły Radę Ośmiu.... pardon ! *Konwent Seniorów*, składający się z ośmiu członków, który ma przedewszystkiem « zająć się rozpatrywaniem kandydatów ministerjalnych ».

A ponieważ wśród mężów owych, zesłanych « jeśli nie na zbawcę, to na wzór », znajduje się znany ze swych krasomówczych występów w Berlinie i Wiedniu hr. Adam Ronikier, tedy możesz, narodzie, mieć zupełną ufność, iż kandydaci do władzy państwowej, których ów mąż wskazuje, przyniosą ci szczęśliwość i świetność samą.

Ale jedno zapytanie : skąd bierze źródło władzy dla « omawiania kandydatów ministerjalnych » ów konwent ośmiu, boć przecież patenty z 12 września nie zawierają nic o podobnej instytucji ? A może z « woli ludu » tę śmiałość w sobie poczuł Konwent, iż wkrocza w atrybucje Rady Regencyjnej, do której jedynie należy zgodnie z patentami z 12 września, nie tylko omówienie ale i mianowanie ministrów ? A może dalekie analogie historyczne oślniły umysł członków Konwentu i postanowili być władzą rzeczywistą, oni, za którymi opowiada się cały (?) patrycjat polski, a destojnikom najwyższym

państwa pozostawić zewnętrzne pozory i blask, jakim się cieszył doza wenecki.

Jakkolwiek jest, należy podkreślić niesłychaną w naszych stosunkach, nazwijmy to delikatnie, bezceremonialność, pozwalającą na taką uzurpację w stosunku do tej władzy, której przecież nie dawno z taką uroczystością składało się hołdy. Widać, prawdziwi « państwowo-twórcy » pracownicy niezbyt są pewni, czy ta władza uznaje użyteczność ich działalności, a więc, czy zechce ich powołać do udziału w rządzie, z tym chcąc się zabezpieczyć, by czasem na stanowisko odpowiedzialne nie dostały się « niepowołane » jednostki, tworzy się już zawczasu instytucję, która ma za zadanie nie co innego jak wystawiać świadectwa « blagonadzieńności » z punktu widzenia prawdziwie polskiej państwowo-twórczości przyszłym ministrom Polski.

I należy przyznać, że państwowo-twórcze elementy są konsekwentne w dążeniu *per fas et nefas* do zapewnienia sobie wyłącznego wpływu i udziału w wielkich pracach koło budowy państwa polskiego bo widać zdają sobie sprawę jasno z tego, że do władzy nie dojdą, gdyby chcieli iść do niej drogą prawną i jedynie naturalną: przez odwołanie się do szerokich warstw narodu. Dziś, kiedy naród niedopuszczony jest do głosu przy stanowieniu o swoich losach, kiedy wola jego nie może być ujawniona, mogą różnego rodzaju wesołki polityczne wyprawiać swe ucieszne skoki, pchając się ku państwowo-twórczym stanowiskom, przygotowując odpowiednie projekty do przyszłej Rady Stanu, czy też konstytucję a la Buzek lub Cybichowski, spóźnioną, powiedzmy to otwarcie, o całe stokilkadziesiąt lat.

Nie dziwi nas te apetyty państwowo-twórcze, jest to rzecz naturalna zupełnie u rozmaitych prawników czy nieprawych progenitur stronnictwa L. P. P.; byłoby nawet rzeczą zabawną przypatrywać się z boku tym megalomaniackim pozom owych konwentów, zjazdów, deputacji, manifestów centrowych, gdyby nie wnosili one do naszych stosunków bardzo niebezpieczne i niezdrowe pierwiastki: nieliczenie się zupełnie z opinią, i spełnianie pewnych czynów, które później społeczeństwo na swoje debity zapisywać wbrew woli musi.

Mając powyższe na względzie, należy przypomnieć Konwentowi, że w dwudziestym wieku trudno wskrzeszać oligarchiczne instytucje średniowieczne, że rządzić dziś, opierając się choćby na najliczniejszych zjazdach centrowych, czy też jeszcze innych czynnikach, długo już nie można, że gdyby nawet owi poleceni przez Konwent ministrowie stanęli na pewien czas u steru rządów, to przecież prędzej czy później do głosu przyjdzie musi naród przez swoje niefałszowane przedstawicielstwo w Sejmie demokratycznym, a tam owi mężowie stanu usłyszą, głos sztycherzy a silny: « Nie rachujcie się z nami, ponieważ jesteście słabością, która chce w rękę trzymać scepter władzy ».

„ MALARSTWO POLSKIE ”

Miał numer gwiazdkowego, *Polonia* wydaje tego roku dzieło większej doniosłości. Aby zapoznać publiczność francuską z Malarstwem Polskim, wydaliśmy 50 przepięknych reprodukcji kolorowych dzieł najlepszych, współczesnych malarzów polskich. Reprodukcyje wykonane zostały w drukarni artystycznej p. I. Lapiny. Czytelnicy nasi znajdą na ostatniej stronie wyliczenie dzieł i ich autorów.

Do każdej reprodukcji dołączono tekst objaśniający wraz z charakterystyką twórczości autora (po polsku i po francusku) pióra znanego pisarza, T. Jaroszyńskiego, zmarłego latem r. b. w Warszawie.

Mamy nadzieję, że wydawnictwo nasze będzie się podobało, i że uzyska poparcie w kołach zarówno polskich jak i francuskich. Egzemplarze próbne « Malarstwa Polskiego », oglądać można codziennie w biurach *Polonii* od 3-ej do 6-ej pp.

SPRAWA ARMJI POLSKIEJ WE FRANCJI

Sześć miesięcy mija od chwili, kiedy został ogłoszony dekret P. Prezydenta Rzeczypospolitej o formowaniu Armji Polskiej we Francji.

Dużo pisano o niej od tego czasu, dużo manewrów podstępnych użyto, aby urzeczywistnieniu tej wzniosłej idei przeszkodzić. Lecz mimo wszystko, niezważając na usiłowania krótkowidzów politycznych, grających bezwiednie w dudkę niemieckiej orientacji, Armja Polska nie przestaje się rozwijać i wypełniać coraz to nowymi zastępami.

Rosną hufce polskie, szykują się, ćwiczą, nabierają żołnierskiej swady i karności, aby w chwili odpowiedniej być gotowymi do boju z wrogiem odwiecznym Narodu polskiego. W Misji Wojskowej robota wre. Dalekie są już te czasy, gdy paru zaledwie oficerów musiało występićmu poddać. Obecnie Misja jest poważną wcale instytucją, posiadającą, jak każdy dobrze zorganizowany sztab główny, szereg sekcji (tak zw. biur), z których każda ma specjalny zakres działania.

Liczba zgłaszających się ochotników zwiększa się codziennie. Przybywają oni zewsząd, z najodleglejszych krajów, śpiesząc ochotczo pod sztandar ojczysty. Pierwotny obóz wojsk polskich okazał się za szczytym. Niema już w nim miejsca dla świeżego rekruta. To też władze wojskowe polskie wystarały się o dwa nowe obozy, które niewątpliwie, wypełnią się wkrótce do szczytu.

Szereg promocji mamy też do zanotowania. Nowo formująca się armja potrzebuje młodych i energicznych oficerów. Odpowiednie elementy znalazły się wśród wolontariuszów, z których wielu posiada odpowiednie kwalifikacje i wykształcenie. W szkołach wojskowych francuskich utworzono specjalne wydziały, gdzie pod kierunkiem starszych oficerów Polaków młodzież aspiranci pobiera nauki i kształcą się na przyszłych dowódców kompanii. Za jakie parę miesięcy ujrzymy ich w mundurach podporuczników. Nie zapomniano też i o innych broniach. Tworzą się kadry przyszłej artylerji polskiej i formuje się szwadron jazdy, który ma być przydzielony do pierwszej dywizji strzelców polskich.

Oto reszta komunikatu Delegacji Armji Polskiej w Ameryce, którego pierwszą część zamieściliśmy w poprzednim numerze:

W kwestji stopni oficerskich.

Tu, w Ameryce, nikt nie ma prawa używać tytułów oficerskich Armji Polskiej, bez uzyskania tego stopnia i ogłoszenia go w rozkazie dziennym tejże Armji i *Dzienniku Urzędowym* francuskim, wychodzącym w Paryżu.

Tytuły, na przykład « oficerów rekrutacyjnych » itp. godności organizacyjne, aczkolwiek będą niezawodnie drogą do odznaczenia się, nie mają żadnego związku z rangą w Armji Polskiej.

Do rangi oficerskiej bezwzględne prawo będą mieli oficerowie Polacy, służący w jednej z Armji Aliantów, i którzy uzyskają zezwolenie na wstąpienie do Armji Polskiej.

Powtórę do rangi oficerskiej będą mieli prawo wszyscy ci Polacy, którzy służyli w wojsku i posiadają stopnie oficerów zapasu i, oczywiście, będą mogli przedłożyć na dowód odpowiednie legitymacje.

Potrzącie, kandydatami na stopnie podoficerskie i oficerskie będą wszyscy ci ochotnicy, którzy przeszli kursy szkół wojskowych, lub którzy, z tytułu pracy w organizacjach gimnastyczno-wojskowych, wykazują się specjalnymi kwalifikacjami.

Należy atoli dobrze sobie uprzytomnić, że nominacja na stopień oficerski, jak w każdej dobrze zorganizowanej Armji, tak przedewszystkiem w polskiej, zależeć będzie nie tylko od świadectwa z ukończenia takiego i takiego kursu, nie tylko od dokumentu, stwierdzającego że kandydat był oficerem, lecz i od osobistych zalet charakteru i od wrodzonych przymiotów. Kandydat na oficera Armji Polskiej musi mieć nieposzlakowaną przeszłość, musi posiadać zdolność do dowodzenia i musi umieć skarbić sobie poszanowanie i zaufanie żołnierzy i na koniec być, od pierwszego dnia zapisania się na liście ochotników, wzorem karności i zachowania dla honoru wojskowego.

W kwestji organizacji Polskiego Czerwonego Krzyża.

Mnożenie się szeregów Armji Polskiej we Francji obudziło chwalebne skądinąd myśli utworzenia Polskiego Czerwonego Krzyża i na ten temat odbyło już wiele zebrań i narad.

Poczuwam się do obowiązku oświadczyć, że jak wszystko, co dotyczy Armji naszej, tak i sprawa Polskiego Czerwonego Krzyża jest zasadniczo rozstrzygnięta.

Administratorem Polskiego Czerwonego Krzyża jest por. Mieczysław Orłowski wraz z Komitetem, na którego czele stoi p. Mikołaj Potocki. O ile mi wiadomo, Komitet ten zwrócił się już do prezesa honorowego Wydziału Narodowego, p. Ignacego Paderewskiego, z prośbą o utworzenie w Stanach Zjednoczonych oddziału Czerwonego Krzyża. Oddział taki niewątpliwie powstanie. Wypada przeto z organizacjami prowincjonalnymi się zatrzymać aż do ukonstytuowania się głównego ciała, co wymaga nawet sankcji rządowej, bo instytucja Czerwonego Krzyża, z natury rzeczy, jest organizacją oficjalnie humanitarną danego narodu.

Ta zwłoka jest nie tylko nieodzowna, lecz, co więcej, pożyteczna dla formacji Armji. W te chwile całą energję należy wyteżyć na rekrutację, a dopiero gdy ta dojdzie liczby oczekiwanej, dość będzie czasu na organizację Czerwonego Krzyża. Na pierwsze potrzeby starczy, i z łatwością, zarząd główny we Francji.

Jak donosi *Dziennik Związkowy*, dotychczas utworzono stacje rekrutacyjne do Armji Polskiej w następujących miastach Stanów Zjednoczonych:

Chicago (Illinois); Milwaukee (Wisconsin); Detroit (Michigan); Cleveland (Ohio); New-York; Buffalo i Schenectady (New-York); Baltimore (Maryland); Saint-Louis (Missouri); Wilmington (Delaware); Pittsburgh, Wilkes-Barre i Erie (Pensylwania); Boston, Holyoke i Worcester (Massachusetts); wreszcie Bridgeport i Hartford (Connecticut).

Oprócz miast powyżej wymienionych, jedna stacja rekrutacyjna mieści się w Kanadzie, w Winnipeg (Manitoba).

Nowojorska *Wolna Polska* pisze:

Obóz im. Kościuszki w *Niagara on the Lake* (obóz koncentracyjny Armji Polskiej we Francji) jest tak przepelniony, że trudno znaleźć miejsca dla nowo przybywających ochotników. To też odjazd pierwszego oddziału rekrutów polskich będzie przyspieszony.

Niedługo odjadą pierwsze zastępy młodzieży polsko-amerykańskiej w kraj daleki, by życie swe i krew oddać sprawie najświętszej, sprawie wyzwolenia Polski.

Za nimi pojadą dalsze tysiące!

Budzi się krew polska w sercach polskich wychodźców w Ameryce, budzi z mocą tak niezmierną, że niedługo kto ino zdolny do boju, kto może, pójdzie do Armji Polskiej.

Zostaną ci, co albo słabi ciałem, niezdolni do władania bronią, albo związani obowiązkami, pracować muszą na utrzymanie swej rodziny.

Pojadą chłopcy nasi do Francji.

Trudny czekają ich wielkie, znajdują się na ziemi dalekiej sami, wśród obcych, serdecznych może, ale obcych.

Gdy do trudów życia wojennego dojdzie tęsknota, źle im będzie nieraz i smutno, jeśli nie będziemy pamiętać o nich.

Braknie im może nieraz wielu rzeczy, braknie tytoniu, ciepłej odzieży, jeśli my, którzy tu zostaniemy, bo iść nie możemy, nie pośpieszymy im z pomocą.

Czy zapomnimy jednak o nich?

Pytać nawet o to niewolno. Jeśli oni życie swe niosą w ofierze, my oddać musimy wszystko, na co nas stać, by im pomódz, by im osłodzić trud i znoje.

CZYTELNIJA POLSKA

Wypożyczalnia książek polskich otwarta jest codziennie w biurach *Polonii* od godz. 3-ej do 6-ej popołudniu, z wyjątkiem niedziel i świąt. Warunki są następujące: 1 fr. miesięcznie jeżeli czytelnik bierze jedną tylko książkę za każdym razem. Oprócz tego na każdą książkę zostawia się 5 fr. zastawu.

Kto by miał w swym posiadaniu książki niezwrócone, z czasów kiedy Czytelnia mieściła się przy ulicy Cardinal-Lemoine lub przy ulicy du Petit-Pont, proszony jest o jaknajszyszy zwrot takowych.

OJCZYŻNA

Z gór Tatrzańskich — czytamy w *Dzienniku Polskim* — wionęła do nas w rocznicę Kościuszkowską cicha, skromna pieśń Kasprowicza o Ojczyźnie. Syn ludu wielkopolskiego, wstrząśnięty wieścią o wojnie, której pomruki do Tatrów dochodzą, ma na ustach wyraz: Ojczyzna. Co z nią się stanie? I czułość, dająca się wypowiedzieć tylko szeptem, i trwoga, znana tylko sercu bijącemu, drży w tym wyrazie. Tak pali się w dziecku myśl o doli Matki, w chwili niebezpieczeństwa, tak całe jestestwo kładzie ojciec w wyraz: « dziecko moje »!

Kasprowicz równa się wzrostem z najpięszymi twórcami współczesnymi świata, a bliżki jest, jak brat, Ajchylowski z przed lat tysięcy. W nim badacz kultury polskiej rozpoznawać będą głąb rasy polskiej, jej nieprzebrane bogactwo szlachetnego kruszcu, czekającego nowych dziejów w świecie cywilizacji. Ten kruszec — to podświadome, kosmiczne tradycje krwi.

Byli krytycy, którzy przyganiłi Kasprowiczowi, że nie pisze wierszy partyjotycznych. Jam mu — gdym słyszał, jak się modli do ziemi polskiej, nienazwanej, szukając melodii swojej duszy w szumie drzew ojczystych, jam mu tej przygany oszczędzał. Był zawsze i jest wielkim polskim poetą, tem większym, że szczerym i że — gdy obrzędowość była mu wstrętna — nie wzywał imienia Ojczyzny nadaremno. Pieśń Kasprowicza — to prawda, co mówi o sobie — była i jest zawsze « pełna Ojczyzny ». W jego pieśni — zawsze bogatej — « żyje » jego « najdroższa Ojczyzna ».

Do tego wyrazu na ustach dojść nie z elementarza, ale w dziejowym procesie kultury, przez wywołanie głosu krwi, przez przerobienie społeczeństwa od spodu, przez sięgnięcie do jego niemych tradycji, przez wytworzenie nowej epoki historycznej — tu sto lat jest chwilką tylko.

Ten cichy wyraz Ojczyzna, tak przez Polskę powiedziany ustami « syna ziemi », dziecka ludu wielkopolskiego, starczy za modlitwę w dzień sądu Bożego nad Polską. Jest modlitwą naszą serdeczną ku czci patrona niepodległości Polskiej — Kościuszki.

Zygmunt Wasilewski.

Rzadko na moich wargach —
Niech dziś to wargu ma wyzna —
Jawi się krwią przepojony
Najdroższy wyraz: Ojczyzna.

Widziałem, jak się na rynkach
Gromadzą kupczykowię,
Licujący się wzajem,
Kto ją najgłośniej wypowie.

Widziałem, jak między ludźmi
Ten się urządza najtaniej,
Jak poklask zdobywa i rentę,
Kto krzyczy, iż żyje dla Niej.

Widziałem, jak do Jej kolan
(Wstręt dotąd serce me czuje)
Z pokłonem się cisną i radą
Najpospolitsi szuje.

Widziałem rozliczne tłumy,
Z pustą, leniwą duszą,
Jak dźwiękiem orkiestry świątecznej
Resztki sumienia głąszą.

Sztandary i proporzyczki,
Przemowy i procesyje —
Oto jest treść Majestatu,
Który w niewielu żyje.

Więc się nie dziwiecie (ktoś może,
Choć milczkiem słusność mi przyzna),
Ze na mych wargach tak rzadko
Jawi się wyraz: Ojczyzna.

Lecz brat mój najbliższy i siostra,
W tak czarnych żalobach ninie,
Ci wiedzą, że chowam tę świętość
W najgłębszej serca głębinie.

Ta siostra najbliższa i brat ten,
Wybrani z pomiędzy rzeszy,
Ci znają drogi, któremi
Moja Wybrana śpieszy.

Krwawnikiem zarosłe ich brzegi,
Łopianem i podbiałami:
Śpiesz z Ną razem. Topole
Słą swe westchnienia za nami.

Przystajem na cichych mogiłach,
Słuchamy, azali z ich wnętrza
Jakiś się głos nie odezwie,
Jakaś nadzieja najświętsza...

Zbożą się złoca dojrzale,
A tam już widzimy żniwiarzy;
Ta dłoń swą na czoło mi kładzie
I razem o sprzętach marzy.

A potem, podniósłszy głowę,
Do dalszej wstając podróży,
Wola: « Miej radość w duszy,
Bo tylko radość nie nuży ».

« Podporą ci będzie i brzaskiem
Ta ziemia tak bujna, tak żyzna
Nia — ci ja jestem, na zawsze
Twa ukochana Ojczyzna ».

Jakiś złośliwy złoczyńca
Pszeniczne podpala stogi —
U bram się wije niebieskich
W rozpacz człowieka ubogi.

Jakaś mordercza zaraza
Z głodem zawiera przymierze,
Na przepelnionych śmietarzach
Krzyże wznoszą się świeże.

Jakoweś głuche tententy
Wskroś przeszywają powietrze,
Kłębią się gęste chmurzyska...
Czyżaj to ręka je zetrze?

Jakaś olbrzymia rzeka
Wezbrała krwią i rozlewa
W krąg purpurowe swe nurty,
Zabiera domy i drzewa.

Jakoweś idą pomruki —
Drży niepoznana puszcza,
Dęby się groźnie czwają...
Cóż to za moc je podusza?

A nad tą dolą — niedolą
Poranna nieci się zorza,
Na pieśń mą Ojczyzny pełn
Spływa promiennosc jej boża.

W mej pieśni — bogatej czy biednej
(Przyzna mi ktoś, lub nie przyzna)
Żyje, tak rzadka na wargach,
Moja najdroższa Ojczyzna.

Jan KASPROWICZ.

Poronin, wrzesień 1917r.

LISTY LONDŃSKIE

II

« Opieka Polska ».

Polski Komitet Narodowy organizuje energicznie swą pracę w Londynie.

Biuro polityczne misji londyńskiej Komitetu jest na 46, Mount Street, gdzie mieszka przedstawiciel Komitetu w Londynie, hr. Władysław Sobański. Tam się koncentruje praca polityczna Komitetu.

Dla prowadzenia działu Opieki Cywilnej, Komitet otworzył osobne biuro na Upper Montague Street n° 2, w specjalnie na ten cel wynajętym domu. Na czele tego działu pracy stoi p. Stanisław Kozicki.

W tym zakresie Komitet będzie kontynuował akcję prowadzoną na tutejszym gruncie od dwóch lat przez instytucję noszącą nazwę « Opieki Polskiej » (*Polish Exiles Protection*). Wobec tego, że zakończyła ona obecnie, wskutek powstania Komitetu, swoje istnienie, należy jej słów parę poświęcić.

« Opieka Polska », powstała w sierpniu roku 1915, podobnie jak wiele instytucji służących Polsce na tutejszym gruncie, przy czynnym udziale córki znakomitego malarza angielskiego, p. Lawrence Almy Tademy, która z pracy dla Polski zrobiła cel swego życia. Sekretarzem honorowym « Opieki Polskiej » była od początku p. Alma Tadema, sekretarzem czynnym był p. Tadeusz Garszyński.

Chodziło przedewszystkiem o to, by się zająć Polakami, poddanymi Austrii i Niemiec, którzy się znaleźli na terytorjum Anglii, formalnie byli « nieprzyjaciółmi », a w rzeczywistości zaś należeli do narodu stojącego w sposób zdecydowany po stronie Koalicji. Dzięki wysiłkom « Opieki Polskiej », większość Polaków, poddanych państw walczących z Anglią, znajduje się w takim samym położeniu, jak Polacy poddani rosyjscy.

Chodziło dalej o to, by Polakom, rzuconym wypadkami wojennymi do Anglii, ułatwić znalezienie pracy i zapewnienie środków do życia. Za pośrednictwem « Opieki » zostało umieszczonych około 150 osób na różnych stanowiskach w Anglii.

Zajmowano się dalej jeńcami wojennymi Pola-

kami, znajdującymi się w Anglii, opieką nad Polakami, uciekającymi przez Holandję z Niemiec i t. p.

W trudnych warunkach czasu wojennego i przy skąpych środkach pieniężnych, « Opieka Polska » rozwinęła pracę wydatną, a biuro na Haymarket (N° 11) było zawsze zajęte pracą. Zgłaszali się tam wciąż Polacy w różnych, dotyczących ich bytu sprawach.

Obecnie, dzięki powstaniu *Polskiego Komitetu Narodowego*, opieka cywilna w Anglii zyskuje o wiele poważniejszą podstawę prawną i będzie zapewne mogła być rozwinięta znacznie szerzej. Lecz właśnie teraz należy podnieść z naciskiem to znaczenie, jakie miała praca « Opieki Polskiej » w warunkach o wiele trudniejszych, w okresie dwóch lat swego istnienia.

P. Alma Tadema, oddając dział opieki cywilnej Komitetowi, rozpoczyna szereg nowych prac dla Polski, a dzięki niewyczerpanej swej inicjatywie i niezwykłej energii da tym nowym działom rozwój należyty. Do rzeczy tych powrócimy w listach następnych.

P. Tadeusz Garszyński przechodzi do wydziału Opieki Cywilnej Komitetu Narodowego, jako zastępca jego kierownika, co zapewni ciągłość pracy i należyte wyzyskanie zdobytego dotychczas doświadczenia.

Vester.

ZWIĄZEK NARODOWY POLSKI WE FRANCJI

Szóstę z kolei zebranie Związku Narodowego Polskiego odbyło się w ubiegłą niedzielę, dnia 9 grudnia.

Otworzył zebranie wice-prezes Związku p. Antoni Potocki, prezentując, licznie zebranym członkom i gościom prelegenta, p. Bohdana Winiarskiego, którego odczyt « O Emigracji Polskiej w Rosji podczas wojny » znajdował się na porządku dziennym. F. Winiarski jest znanym działaczem społecznym w kraju i zagranicą. Przed wojną był profesorem krakowskiej Szkoły Nauk Politycznych. Wojna zastała go w Królestwie, gdzie spędził kilkanaście miesięcy, a następnie wyemigrował do Rosji.

P. Winiarski odmalował w żywych barwach życie emigracji polskiej w Rosji podczas wojny. Mówca rozpoczął od określenia działalności społecznej polskich organizacji emigracyjnych, aby przejść następnie do kwestji Wojska Polskiego, oraz do pracy politycznej na gruncie pociągrodzkim, w której mówca brał czynny udział.

Na zakończenie, wice-prezes Związku, podziękowawszy prelegentowi za jego interesujący odczyt, zaprosił zebranych członków i gości, aby jaknajliczniej przychodzili na następne zebrania. Związek opinii żadnych nie narzuca, a chodźmy tylko o skupienie kolonii i o uświadamianie publiczności polskiej dzięki odczytom, pogadankom politycznym oraz wolnej dyskusji.

KRONIKA

Dom Żołnierza Polskiego.

W ubiegłą niedzielę, dnia 9-go b. m. o godzinie 4-ej popołudniu, odbyło się uroczyste otwarcie Domu Żołnierza Polskiego w lokalu pod N° 21 przy ulicy Jacob.

Licznych gości, wśród których widać było najwybitniejszych przedstawicieli kolonii polskiej w Paryżu, witał u progu hrabia Mieczysław Orłowski, dzięki inicjatywie którego powstała ta wielce korzystna instytucja.

Uroczystość rozpoczęła się przez wręczenie hr. Mieczysławowi Orłowskiemu adresu dziękczynnego przez grono żołnierzy znajdujących się na urlopie w Paryżu.

Jeden z nich, w jednym przemówieniu dziękował p. Orłowskiemu za jego szlachetną inicjatywę i gotowość, z którą śpieszy on zawsze z pomocą żołnierzom polskim.

Na pamiątkę otwarcia pierwszego Klubu Żołnierza Polskiego, zaofiarowano por. Orłowskiemu artystycznie wykonaną plakietę, na której wyrze zostały wyrazy *Wolna, Jedna i Niepodległa*.

“ LA PEINTURE POLONAISE ”

SÉRIE DE CINQUANTE REPRODUCTIONS EN COULEURS FAC-SIMILÉ
DES MEILLEURES ŒUVRES DES PEINTRES CONTEMPORAINS POLONAIS

(Format 18 x 30; collés sur carton gris format 28 x 40)

Avec description de chaque œuvre et étude critique en français et en polonais sur son auteur dues à la plume de T. Jaroszyński, écrivain polonais bien connu.

Édition **Polonia**. — Impression d'art **I. Lapina**.

Prix de la collection en album : 100 fr.

On peut se procurer des planches séparées à 2 fr. chaque.

En province on n'expédie pas au-dessous de 5 exemplaires (Port : 2 fr.)

1. **J. Matejko**. — *Le verdict* (Czytanie wyroku).
2. **Juliusz Kossak**. — *L'enfant du désert* (Farys).
3. **W. Gerson**. — *Le Repos* (Odpoczynek).
4. **J. Brandt**. — *Le guide* (Przewodnik).
5. **M. Gierzyński**. — *Passage d'une rivière gelée* (Przejście ułanów przez zamrażającą rzekę).
6. **W. Czachórski**. — *La femme aux fleurs* (Dama z kwiatami).
7. **J. Chelmoński**. — *Concert de grenouilles* (Koncert żab).
8. **A. Gierzyński**. — *L'intérieur de l'église Saint-Marc* (Wnętrze kościoła św. Marka).
9. **H. Siemiradzki**. — *Projet de rideau pour le théâtre de Cracovie* (Projekt kurtyny teatru krakowskiego).
10. **W. Pruszkowski**. — *Maday, célèbre brigand, héros de la légende populaire* (Madej).
11. **A. Wierusz-Kowalski**. — *Le pillard* (Rabusi).
12. **H. Piątkowski**. — *La bergère* (Pastuszka).
13. **A. Piotrowski**. — *Avant la chasse* (Przed polowaniem).
14. **L. Wyczółkowski**. — *Les pêcheurs* (Ryba-cy).
15. **J. Fałat**. — *La neige* (Śnieg).
16. **W. Piechowski**. — *L'enfant malade* (Chore dziecko).
17. **J. Malczewski**. — *La muse* (Muza).
18. **K. Pochwański**. — *Portrait de Henri Sienkiewicz* (Portret Henryka Sienkiewicza).
19. **Wojciech Kossak**. — *Le cavalier et la jeune fille* (Szaser i dziewczyna).
20. **M. Gottlieb**. — *Shylock et Jessica* (Shylok i Jessyka).
21. **J. Ryszkiewicz**. — *Clair de lune* (W noc księżycową).
22. **F. Ejsmond**. — *L'amour maternel* (Matka).
23. **F. Zmurko**. — *La vision de Faust* (Widzenie Fausta).
24. **T. Axentowicz**. — *Danse polonaise* (Oberek).
25. **S. Lentz**. — *Portrait de l'historien Jabłonowski* (Portret historyka Jabłonowskiego).
26. **O. Boznańska**. — *Portrait d'une petite fille* (Dziewczynka).
27. **A. Kędziński**. — *Vannage* (Przesiewanie).
28. **W. Tetmajer**. — *La fête de l'Assomption en Pologne* (Matka Boska Zielna).
29. **W. Pawlisz**. — *Combat* (Utarczka).
30. **S. Masłowski**. — *La place du marché à Kazimierz* (Rynek w Kazimierzu).
31. **Cz. Tański**. — *Enfants des environs de Łowicz* (Dzieci łowickie).
32. **H. Wawrzyniec**. — *Sorcière condamnée au bûcher* (Palenie czarownicy).
33. **H. Weysenhoff**. — *La neige* (Śnieg).
34. **J. Stanisławski**. — *Le nuage* (Obłok).
35. **W. Podkowiński**. — *Enfants dans un jardin* (Dzieci w ogródku).
36. **J. Pankiewicz**. — *Portrait de Félix Jasieński* (Portret Feliksa Jasieńskiego).
37. **J. Rapacki**. — *La forêt* (Las).
38. **L. Janowski**. — *Portrait* (Portret).
39. **S. Popowski**. — *Coucher de soleil* (Zachód słońca).
40. **S. Wyspiański**. — *Portrait de Mme Leszczyńska, artiste dramatique* (Portret artystki dramatycznej Leszczyńskiej).
41. **F. Ruszczyk**. — *Ballade* (Ballada).
42. **W. Weiss**. — *Portrait de la mère de l'artiste* (Portret matki).
43. **J. Pieńkowski**. — *Annonciation* (Zwiastowanie).
44. **T. Ziomek**. — *Coucher de soleil en hiver* (Zimowy zachód).
45. **B. Okuń**. — *Concert* (Koncert).
46. **B. Kowalewski**. — *Un vieux pin* (Stara sosna).
47. **V. Hofman**. — *La confession* (Spowiedź).
48. **S. Straszewicz**. — *Le crépuscule* (Zmierzch).
49. **K. Sichulski**. — *Le pêcheur* (Rybak).
50. **F. Pautsch**. — *A l'heure du crépuscule* (W przedwieczorną chwilę).

“ MALARSTWO POLSKIE ”

PIĘDZIESIAT PRZEPIĘKNYCH REPRODUKCI KOLOROWYCH (FAC-SIMILE)
NAJLEPSZYCH DZIEŁ WSPÓŁCZESNYCH MALARZÓW POLSKICH

(Format 18 x 30; przyklejone na szarym kartonie formatu 28 x 40)

Do każdej reprodukcji dołączony jest tekst objaśniający pióra T. Jaroszyńskiego w językach francuskim i polskim.

Wydawnictwo **Polonii**. — Druk artystyczny **I. Lapiny**.

Cena kolekcji w albumie : 100 fr.

Można również nabywać reprodukcje oddzielnie po cenie 2 fr. sztuka.

Na prowincję wysyła się poczynając od 5 egz. (Przesyłka : 2 fr.).

General Archinard, Szef Misji Wojskowej Fr.-Polskiej, obecny na uroczystości wraz z całym swym sztabem, podniósł zasługi podjęte przez porucznika Orłowskiego koło stworzenia tej tak potrzebnej instytucji, zaznaczając, że jest to nowa cegiełka, która przybywa do potężnego gmachu przyszłej Wolnej i Niepodległej Polski, która odbudowana być powinna w dawnych swych granicach historycznych.

Nastąpiły później śpiewy i popisy deklamacyjne, w których brali udział obecni oficerowie i żołnierze polscy.

« Hojny dar na Dom Żołnierza Polskiego. »

Otrzymałmy od p. Aleksandra Znamieńskiego, członka amerykańskiej Komisji Wojskowej m. Polskiej we Francji, czek na sumę 131 fr. 40 ct. narzecz Domu Żołnierza Polskiego w Paryżu. Sumę powyższą wręczyłmy por. Mieczysławowi hr. Orłowskiemu, a ofiarodawcom amerykańskim ślemy, w imieniu naszych żołnierzy, serdeczne « Bóg zapłać ! »

Przy sposobności zaznaczamy, że suma 5.000 dolarów, wyznaczona przez Wydział Narodowy w Chicago na Armję Polską zostanie zużyta tam na miejscu, w Ameryce, a nie tu we Francji, jak to niektórzy z naszych czytelników zrozumieli.

« O drzeworycie »

Pod tym tytułem odbędzie się w niedzielę d. 16 grudnia r. b., o godz. 4 i pół popołudniu, w lokalu Tow. Art. Polskich (164, bd du Montparnasse), odczyt p. Karola Mondrala, artysty malarza.

« Składka na Dom Żołnierza Polskiego. »

Na zebraniu towarzyskim Z. N. P., które odbyło się w niedzielę, d. 9 grudnia, zebrano na Dom Żołnierza Polskiego w Paryżu następującą składkę:

WPP: Olszewski, 5 fr. — B. R., 1 fr. — Michalski, 2 fr. — Hegner, 20 fr. — Diermajer, 50 ct. — Świniarska, 5 fr. — J. Popławski, 5 fr. — X., 1 fr. — B. J., 1 fr. — Ogonowski, 5 fr. — T. Hantke, 10 fr. — P. Faliński, 5 fr. — Kościelski, 5 fr. — Krzymowski, 2 fr. — E. Kaczmarekiewicz, 5 fr. — Ostrowski, 5 fr. — Z. Pietraszewski Tisserant, 5 fr. — Kukucz, 2 fr. — Dołoszyński, 1 fr. — Maciejewski, 2 fr. — Łosiewicz, 2 fr. — Karaś, 5 fr. — Siekierski, 3 fr. — Urbach, 2 fr. — Zielińska, 5 fr. — Lessin, 1 fr.

Razem zebrano 105 fr. 50 ct., które zostały wręczone hr. Orłowskiemu, organizatorowi Domu Żołnierza Polskiego w Paryżu.

Pudełka tekturowe, rozmiarów conajmniej 30 x 42 ctm. kupujemy. Zgłoszenia w biurach **Polonii**.



**MAGAZYN
KUŚNIERSKI**

CHARLES

39, rue de Moscou, 39

Pierwszorzędne modele paryskie

Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENEFELD JACQUES

KUPEJE : PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •

REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych; bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

**WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —**

(Właściciel : **Edm. DENIZOT**)

polecają:

WSZELKIE DRZEWIA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i opłatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32° 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom, wyczerpane 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 0/0.

Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji "Polonii".

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.